



LE MONDE

Démonstration de force des partisans du Fatah à Gaza

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 302

LE LUNDI 8 JANVIER 2007

88¢ + TAXES = 1\$



Ces requins, photographiés sur une plage de Manta, en Équateur, ont été pêchés cette fin de semaine pour leurs ailerons, très prisés dans les pays asiatiques. Selon Jean-Michel Cousteau, issu de la célèbre famille d'explorateurs, de 100 à 200 millions de requins sont ainsi tués chaque année.

Requins: stopper l'hécatombe

Cri d'alarme de l'explorateur Jean-Michel Cousteau

ALEXANDRE SHIELDS

Leur tête fait peur, le cinéma en a fait des monstres sanguinaires qui tuent aveuglément et leur capital de sympathie se résume à peu de chose. Les requins ont sans doute l'une des pires réputations du règne animal, même s'ils constituent un maillon essentiel à l'équilibre des écosystèmes marins. Entre 100 et 200 millions de squalos sont pourtant tués chaque année, surtout pour leurs ailerons, transformés en soupe, et leurs mâchoires, vendues à prix d'or.

«L'hécatombe est telle que plusieurs des 350 espèces de requins sont aujourd'hui menacées de disparition et certaines se retrouvent carrément au bord de l'extinction», affirme Jean-Michel Cousteau, au cours d'un entretien avec *Le Devoir*. L'enthousiaste explorateur et environnementaliste, qui a passé sa vie à parcourir les mers du globe avec son père, le célèbre Jacques-

Yves Cousteau, lance donc un cri d'alarme: il faut à tout prix sauver ces rois de la chaîne alimentaire de leur disparition appréhendée, sans quoi c'est toute la vie marine qui sera perturbée.

«Il ne faut pas oublier le rôle de "nettoyeurs" des océans que jouent les requins dans la chaîne alimentaire», explique M. Cousteau. Leur survie est directement liée à la qualité de vie des êtres humains et c'est une grosse erreur de s'imaginer que les requins ne jouent pas un rôle essentiel dans l'équilibre biologique de l'environnement marin. Il ne s'étonne toutefois pas de l'acharnement dont ils font l'objet, qui illustre selon lui notre méconnaissance générale de l'environnement qui nous entoure.

En effet, certaines espèces parmi les plus honnies — notamment le requin blanc — se nourrissent de phoques, leur proie favorite. Or, leur population a été réduite d'au moins 80 % en à peine deux décennies,

ce qui a entraîné une augmentation substantielle de certains cheptels de phoques. Et on connaît bien ici les effets d'une hausse de leur nombre sur les stocks de poissons.

Massacrés pour de la soupe

M. Cousteau estime par ailleurs que la plus grande menace qui pèse aujourd'hui sur ces poissons est l'appétit grandissant des pays asiatiques pour la soupe aux ailerons de requin. Ceux-ci peuvent même se vendre jusqu'à 1000 \$ le kilo. «À travers le monde, on zigouille entre 100 et 200 millions de requins par année, la plupart du temps pour leur prendre leurs ailerons pour faire de la soupe», explique M. Cousteau. Les carcasses sont ensuite rejetées, encore vivantes, à la mer. Le comble de l'ironie, c'est que des millions de personnes meurent de faim

VOIR PAGE A 8: REQUINS



LARRY DOWNING REUTERS
Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants.

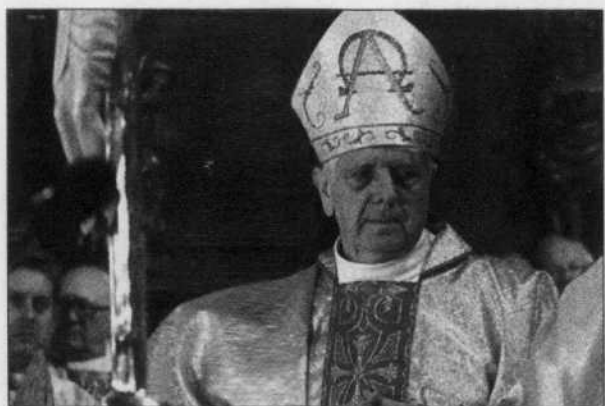
Irak : menace démocrate

Nancy Pelosi brandit l'arme budgétaire contre l'envoi de troupes

Quelques jours après avoir pris le contrôle du Congrès américain, les démocrates ont à nouveau averti hier le président George W. Bush qu'ils s'opposeraient à l'envoi de renforts en Irak, soulignant que cette stratégie de la dernière chance leur semblait vouée à l'échec. La semaine s'annonce donc des plus chaudes à Washington, alors que le président s'apprêterait à annoncer l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires à Bagdad.

Après avoir prévenu le président, dans un courrier publié vendredi, que le fait d'envoyer des renforts était une mauvaise stratégie et qu'il était temps de terminer la guerre, les démocrates ont fait monter la pression hier en laissant entendre qu'ils pourraient utiliser l'arme budgétaire pour contrecarrer les plans des républicains. «Le président va devoir faire face au Congrès pour justifier le moindre soldat supplémentaire qu'il souhaite», a déclaré Nancy Pelosi, la nouvelle présidente démocrate de la Chambre des représentants.

VOIR PAGE A 8: IRAK



PETER ANDREWS REUTERS
M^{re} Stanislaw Wielgus

Sitôt intronisé, le nouvel archevêque de Varsovie démissionne

■ À lire en page B 5

L'ENTREVUE

La terre en héritage

Selon le biologiste français Jean-Marie Pelt, le salut environnemental passe par la solidarité

CAROLINE MONTPETIT

Il sait ce qui se passe dans nos forêts et nos jardins. Il connaît les vertus cachées de l'artichaut, la recette des onguents vaudou, les secrets qui lient la fourmi à l'arbre ou les poissons entre eux. Il a étudié la solidarité entre les plantes, les animaux et les humains, comme la concurrence qui les divise. Il connaît la nature et s'inquiète de son sort.

Déjà, il y a quelques années, il écrivait des scénarios d'apocalypse sur le réchauffement climatique. Erudit et conteur, pharmacien, biologiste, botaniste et écogiste, Jean-Marie Pelt a puisé dans l'observation de la nature une science qui lui permet de mieux comprendre les hommes. Et c'est aux hommes qu'il s'adresse aujourd'hui pour sauvegarder ce jardin qui nous nourrit: la Terre, fragile et menacée.



INSTITUT EUROPÉEN D'ÉCOLOGIE
Jean-Marie Pelt

«L'ensemble du monde vivant est en même temps agressif et solidaire, dit-il, joint à l'Institut européen d'écologie qu'il a fondé à Metz, en France. On y trouve à la fois de la

coopération et de la concurrence.» Pourtant, suivant la théorie de Darwin, c'est surtout la concurrence qu'on a choisi de lire dans la nature aujourd'hui. Et c'est également la concurrence, destructrice et prédatrice, qui forme la loi de base du capitalisme.

Or, ce système est dévastateur pour la planète. «La question qui se pose est celle-ci: est-ce que ça [l'évolution de la planète] va continuer à ce rythme-là? Si oui, il est alors impossible d'imaginer ce que sera le monde dans 70 ans», disait-il récemment en marge d'une conférence intitulée *La Terre en héritage*, d'après le titre de l'un de ses ouvrages.

Dans l'introduction à son livre *La solidarité chez les plantes, les animaux, les humains*, paru en 2004, Jean-Marie Pelt met en scène un récit se déroulant en 2120. «La planète est dans un état lamentable, écrit-il. La grande crise a

VOIR PAGE A 8: PELT

Visite de deux jours

MacKay dit constater des progrès en Afghanistan

BILL GRAVELAND

Kaboul — L'Afghanistan n'est pas en train de sombrer dans le chaos, en dépit de la vigueur de l'insurrection et d'un trafic de drogues florissant, a déclaré hier le ministre canadien des Affaires étrangères, Peter MacKay, au début de sa visite de deux jours dans ce pays.

M. MacKay a soutenu qu'au contraire, la présence militaire de l'OTAN en Afghanistan fait en sorte que ce pays connaît des progrès sociaux remarquables qui, selon lui, auraient été impensables il y a quelques années.

«Nous sommes ici pour parler du bon travail qui est fait, a-t-il déclaré. Nous allons visiter l'équipe provinciale de reconstruction [aujourd'hui] et constater le travail qu'elle effectue.»

Le ministre affirme que la situation s'est nettement améliorée à Kaboul, la capitale, et que des progrès

VOIR PAGE A 8: MACKEY



HOMIER-ROY
5H

Du 9 au 12 janvier
Les belles histoires des pays d'en haut, une parodie!
avec l'équipe de C'est bien meilleur le matin

Auteurs: Pierre Lègare, Catherine Lègare
Réalisation: Sonia Perron



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

LES ACTUALITÉS

Un nouveau type de cellules souches est découvert dans le liquide amniotique

SHERYL UBELACKER

Toronto — Des scientifiques américains affirment avoir découvert un nouveau type de cellules souches dans le liquide amniotique et le placenta qui entoure le fœtus. Cette découverte pourrait permettre éventuellement de réparer ou remplacer des organes malades chez des patients humains.

Les chercheurs ont déjà utilisé «des cellules souches provenant du liquide amniotique» pour fabriquer des os humains à partir de souris de laboratoire, ainsi que des cellules nerveuses actives et des cellules du foie capables de produire de l'urée.

«Les scientifiques savent depuis des années que le liquide amniotique et le placenta contiennent plusieurs types de cellules capables de fabriquer toutes sortes de tissus, comme la graisse, les os ou les muscles, ce que fait déjà l'embryon», explique le Dr Anthony Atala, directeur du Institute for Regenerative Medicine à la Wake Forest University School of Medicine.

«Nous nous sommes demandés si des cellules souches pouvaient également faire partie du liquide amniotique. La réponse est oui!»

En fait, selon les chercheurs, le liquide amniotique compte envi-

ron 1 % de cellules souches, qui sont de type inconnu jusqu'ici. Ces cellules, appelées AFS, ont des caractéristiques propres à la fois aux cellules souches d'embryons et d'humains adultes.

«C'est tout à fait logique qu'elles soient d'un type différent puisqu'elles ne proviennent ni de l'embryon ni de l'adulte. Elles proviennent en fait d'un fœtus», explique le Dr Atala.

Les cellules AFS croissent de la même façon que les cellules souches humaines embryonnaires, doublant leur nombre toutes les 36 heures, mais elles ne provoquent aucune tumeur lorsqu'on les implante dans des animaux de laboratoire, comme c'est parfois le cas avec les cellules embryonnaires.

En outre, les cellules générées par les AFS incluent tous les genres qui mènent à la création d'un être complet, comme dans le cas des cellules souches embryonnaires.

Jusqu'à présent, les chercheurs dirigés par le Dr Atala sont parvenus avec les cellules AFS à fabriquer des muscles, de la graisse, des os, des vaisseaux sanguins, des cellules nerveuses et des cellules du foie.

Presse canadienne

L'avenir du programme de vols d'entraînement de l'OTAN au Canada est menacé

Ottawa — Le Danemark a fait savoir au gouvernement fédéral qu'il quitterait le Programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC), à Moose Jaw, en Saskatchewan, dans trois ans, a appris la Presse canadienne. Cette décision risque de remettre encore plus en question l'avenir du programme, assuré par la société Bombardier.

Un porte-parole de l'armée de l'air a confirmé la décision du Danemark, qui prendra effet en 2010, tout en rejetant toutefois qu'elle remette en question le programme, évalué à 3,4 milliards \$.

«Elle n'a aucun impact sur le programme du NFTC, sinon le fait qu'on verra moins d'étudiants», a déclaré Brian Watson, directeur des approvisionnements majeurs

au ministère de la Défense. M. Watson a ajouté que le programme se poursuivra jusqu'à la fin du contrat de 20 ans signé avec Bombardier, et cela parce que le Canada aura encore besoin de former de nouveaux pilotes.

Depuis 1998, le programme sert à l'entraînement des pilotes d'avions à réaction, d'avions à hélice et d'hélicoptères.

Outre le Canada et le Danemark, des pilotes de la Hongrie, de l'Italie, de la Grande-Bretagne et des Émirats arabes unis font notamment partie du programme.

L'Italie avait également fait part l'année dernière de son intention de se retirer du programme après 2010.

Presse canadienne

EN BREF

Procès pour meurtre

Le présumé assassin d'un couple âgé du Nouveau-Brunswick subira son procès à compter d'aujourd'hui.

Gregory Allan Despres, 24 ans, de Minto, près de Fredericton, est accusé du meurtre prémédité de ses anciens voisins Fred Fulton, 74 ans, et Verna Decarie, 70 ans. — PC

Déraillement d'un train



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

Le déraillement d'un train du Canadien National à Montmagny n'a pas fait de victimes, mais certains wagons ont percuté des bâtiments du CN.

La circulation ferroviaire à Montmagny devrait reprendre ce matin

Montmagny — La circulation ferroviaire à Montmagny, à l'est de Québec, devrait reprendre ce matin, selon le CN.

Elle avait été interrompue à la suite du déraillement de 24 wagons d'un train de marchandises du Canadien National survenu dans la nuit de dimanche.

L'accident, qui n'a pas fait de blessés, aurait pu avoir des conséquences graves étant don-

né qu'il est survenu dans un quartier résidentiel, tout près de la gare. Un des wagons s'est retrouvé à une dizaine de mètres d'une résidence, d'autres ont percuté des bâtiments du CN.

Quatre des wagons qui ont quitté les rails contenaient de l'acide sulfurique, mais ils n'ont rien laissé échapper. Aucune évacuation n'a donc été nécessaire.

La cause du déraillement reste

indéterminée. Les enquêteurs du Bureau de la sécurité des transports sont sur place.

Il s'agit d'un lien ferroviaire majeur entre le Québec et les provinces atlantiques. Le train faisait la liaison entre Toronto et Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

Quant au nettoyage le long de cette voie, il risque de durer plus longtemps que la réparation des rails, selon une porte-

parole du CN, Julie Sénécal. Fait à noter, un autre déraillement est survenu presque au même endroit en février 2004. Mme Sénécal a indiqué que les enquêteurs avaient relié l'accident à un problème mécanique décelé sur un des wagons et non à une défectuosité de la voie ferrée.

Presse canadienne

Reprise de l'enquête britannique sur la mort de la princesse Diana

JENNIFER QUINN

Londres — L'enquête britannique sur la mort de la princesse Diana à Paris en 1997 doit reprendre aujourd'hui à Londres avec deux jours d'audiences préliminaires devant la Cour royale de justice, pour dire si l'affaire doit être soumise à un jury et s'il faut examiner ensemble ou séparément les décès de Diana et de son compagnon Dodi al-Fayed.

L'enquête à proprement parler, ouverte en janvier 2004 mais presque aussitôt ajournée afin de compléter le dossier, est attendue dans l'année, près de dix ans après la disparition du

couple dans un accident de voiture sous un tunnel parisien. La loi britannique exige une enquête de la justice sur toute mort violente ou inexplicable.

Le père de Dodi al-Fayed, l'homme d'affaires égyptien et propriétaire du grand magasin londonien Harrods Mohammed al-Fayed, est persuadé que des éléments criminels restent dissimulés et a menacé de porter plainte contre les autorités britanniques si les audiences n'étaient pas publiques.

Il était initialement prévu qu'elles se déroulent à huis clos mais la présidente du tribunal, la juge retraitée Elizabeth But-

ler-Sloss, en a décidé autrement, estimant que l'intérêt public primait.

Près de 70 sièges ont été réservés aux médias et 50 autres au public.

Résultats d'autres enquêtes

À la fin de l'année passée, une enquête de la police britannique, qui a coûté près de quatre millions de livres sterling (environ huit millions de dollars), a écarté la thèse d'un meurtre et conclu aux décès accidentels de Diana et Dodi al-Fayed, causés par le chauffeur en état d'ivresse qui roulait trop vite pour échapper

aux paparazzis. Les résultats de l'investigation confirment largement ceux des recherches effectuées par les autorités françaises. Mohammed al-Fayed a rejeté ces conclusions dans un communiqué, déclarant qu'il «ne cessera[it] pas maintenant [sa] quête de la vérité».

La princesse de Galles, âgée de 36 ans, et son compagnon, âgé de 42 ans, sont morts le 31 août 1997 dans le tunnel du pont de l'Alma, de même que le conducteur Henri Paul, tandis que le garde du corps Trevor Rees-Jones a survécu à ses graves blessures.

Associated Press

Ce soir à Télé-Québec

Nouveautés

19 h 30

Tournoi des mètres

20 h

Habitat 07 Les compagnons du rebut global

20 h 30

Ici... le monde



Jeu-questionnaire

Animation : Martin Drainville



Bâtir une maison à haute efficacité énergétique

Narration : Jacques Languirand



telequebec.tv

Documentaire choc Le fugitif ou les vérités d'Hassan. Et le réalisateur Jean-Daniel Lafond.

Animation : François Bugingo

ACTUALITÉS

Les victimes canadiennes d'un programme de la CIA veulent poursuivre Ottawa

Les expériences menées à McGill étaient financées conjointement par la CIA et le gouvernement du Canada

DENE MOORE

Montréal — Janine Huard affirme qu'elle était une jeune mère de quatre enfants et souffrait d'une légère dépression post-partum quand elle s'est rendu à un hôpital psychiatrique de Montréal, il y a plus de 50 ans.

Mme Huard affirme que ce qu'elle y a vécu la hante à ce jour, et elle se présentera devant un tribunal fédéral plus tard cette semaine pour lancer un recours collectif contre le gouvernement canadien pour les lavages de cerveau dont elle et des centaines d'autres personnes ont été victimes pendant la guerre froide. «J'ai servi de co-

baye», a expliqué Mme Huard à la Presse canadienne.

À intervalles plus ou moins réguliers sur une période de 10 ans, au réputé Allan Memorial Institute de l'université McGill, Mme Huard affirme avoir reçu des électrochocs importants et avoir pris plus de 40 comprimés expérimentaux par jour.

Mme Huard, qui aura 79 ans à la fin janvier, prétend qu'elle a été médicamentée et soumise à une «déstructuration» pendant laquelle on lui a fait écouter des enregistrements répétitifs pendant plusieurs semaines, dont un qui lui disait qu'elle était complètement inutile à sa famille. «J'en suis ressortie si malade que ma mère a dû habiter avec

moi pendant 10 ans, a-t-elle expliqué. Je ne pouvais plus m'occuper de mes enfants.»

La «confrontation psychique»

Mme Huard devrait son calvaire au docteur Ewen Cameron, un psychiatre formé en Écosse et basé à New York qui s'est fait le pionnier de la «confrontation psychique», une méthode qui, croyait-il, permettait d'effacer les souvenirs des patients et de reconstruire leur personnalité sans défauts psychiatriques.

Le concept a retenu l'attention des services de renseignement américains, et la CIA a recruté le docteur Cameron pour mener des

expériences de contrôle de l'esprit dans les années 1950. Les expériences menées à McGill étaient financées conjointement par la CIA et le gouvernement du Canada.

Le docteur Cameron a dirigé l'Institut Allan jusqu'en 1964 et, en tant que tel, il a dirigé de très nombreuses expériences, souvent sans le consentement de ses patients. Il a notamment donné à certains du LSD et fait usage d'électrochocs. D'autres ont été privés de sommeil et soumis à une privation sensorielle totale, tandis que d'autres encore étaient maintenus dans un coma artificiel pendant des mois pendant que des haut-parleurs placés sous leur oreiller leur envoyaient des messages.

Programmes de la CIA

Ces expériences ont été effectuées dans le cadre plus large d'un programme de la CIA baptisé MK-ULTRA, qui a vu du LSD être aussi donné à leur insu à des prisonniers et aux clients de maisons closes, selon un témoignage entendu en 1977 par le Sénat américain.

La CIA a éventuellement offert une compensation aux victimes, dont Mme Huard, et le gouvernement canadien a ordonné l'ouverture d'une enquête. Les allégations de Mme Huard n'ont pas encore été prouvées en cour, mais une audience doit débiter mercredi en cour fédérale pour

décider si le recours collectif pourra aller de l'avant.

En 1994, 77 patients canadiens ont reçu 100 000 \$ d'Ottawa, mais 250 autres n'ont rien reçu parce que leurs traitements n'ont pas été jugés suffisamment graves. Cette décision a toutefois été renversée en 2004, et un ancien patient a lui aussi reçu 100 000 \$.

L'avocat de Mme Huard estime que cette décision aurait dû valoir une compensation à des centaines d'autres patients, mais les avocats du gouvernement fédéral prétendent que trop de temps s'est écoulé pour pouvoir porter en appel la décision d'un comité fédéral.

Presse canadienne

Environnement: Harper se dit déterminé à agir

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper reconnaît qu'il faudra plus que des discours politiques pour convaincre les Canadiens que son gouvernement est déterminé à agir en matière d'environnement.

En entrevue au réseau CTV hier, M. Harper a dit comprendre que les électeurs attendent des mesures concrètes pour faire face aux défis environnementaux auxquels est confronté le Canada.

«Nous ne pensons pas qu'un simple changement sur le plan de la communication sera suffisant, a-t-il dit. Nous savons que le pays fait face à de grands défis [...]. Nous allons devoir livrer la marchandise avec nos politiques.»

M. Harper a toutefois refusé d'indiquer précisément quels changements il a en tête ou combien d'argent il est prêt à dépenser pour protéger l'environnement.

Le premier ministre a aussi expliqué qu'il est trop tôt pour déterminer si son parti pourra collaborer avec les partis d'opposition — surtout le Nouveau Parti démocratique (NPD) de Jack Layton — pour refondre la controversée Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique mise de l'avant par le gouvernement.

«Je ne le sais vraiment pas, a-t-il admis au sujet des probabilités de le voir s'entendre avec M. Layton. Je peux toutefois dire ceci: M. Layton, contrairement aux chefs des deux autres partis d'opposition, a mis de l'avant des idées concrètes au sujet des changements climatiques [...]. Nous allons maintenant essayer de voir si on peut s'entendre pour aller de l'avant.»

Le NPD avait menacé de renverser le gouvernement Harper sur la question de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique, estimant qu'elle n'allait pas assez loin. Toutefois, la défection récente au profit des conservateurs du député libéral Wajid

Khan donne à M. Harper 125 députés et garantit la survie de son gouvernement avec l'appui des 29 députés néo-démocrates.

Les experts estiment que M. Layton, dont le NPD traîne de l'arrière dans les sondages, appuiera le gouvernement conservateur pour éviter des élections générales au printemps.

Ces commentaires de M. Harper surviennent quelques jours après un remaniement ministériel au terme duquel le portefeuille de l'Environnement au flamboyant John Baird, en remplacement de la timide Rona Ambrose.

M. Harper s'est dit confiant de voir M. Baird gérer efficacement le dossier et produire des résultats rapidement. Il a toutefois aussi préve-

nu que les problèmes des changements climatiques et des émissions de gaz à effet de serre ne seront pas réglés du jour au lendemain.

Le premier ministre a aussi fait valoir que les Canadiens s'intéressent à l'environnement en raison de la performance solide de son gouvernement dans d'autres secteurs.

«C'est une préoccupation parce que notre gouvernement n'est pas secoué par un scandale par semaine, comme c'était le cas l'an dernier [sous les libéraux]», a-t-il affirmé.

Un sondage récent indiquait que l'environnement devance maintenant l'accès aux soins de santé au sommet des préoccupations des électeurs canadiens. Le p.d.g. de la firme Decima Research, Bruce Anderson, affirme qu'en ajoutant la guerre en Afghanistan, on se retrouve avec trois questions qui préoccupent particulièrement les femmes, les résidents urbains et les Québécois — trois groupes dont M. Harper aura besoin pour former un gouvernement majoritaire la prochaine fois.

Presse canadienne

Des bourgeons en janvier



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'EST le printemps en hiver à Montréal et dans plusieurs régions du Québec. Tout à l'envers dans leur calendrier, les arbres du Jardin botanique, près du Stade olympique, présentent ainsi des bourgeons, hier, sous le soleil de la métropole — bourgeons fragiles qui seront bien vulnérables à la morsure du froid... si jamais il survient. Après le record historique de samedi (11,4 °C), les températures ont quelque peu redescendu dans la journée d'hier (4 °C à midi), tout en restant largement au-dessus des normales régionales, qui indiquent un maximum moyen de -6 °C pour cette période de l'année. L'ensemble du Québec goûte le phénomène: à Kuujuaq par exemple, il a fait -6 °C samedi, alors que la normale est de -21... Dans les prochains jours, le thermomètre oscillera entre 6 °C (aujourd'hui) et -8 (mercredi), selon Environnement Canada.

EN BREF

Touriste canadien assassiné

Un touriste canadien a été tué hier au Brésil par deux cambrioleurs qui s'étaient introduits dans une maison qu'il louait sur une plage touristique de l'État

de Ceara (nord-est), a annoncé la télévision locale. James Peter Harrison, âgé de 67 ans, a été tué d'un coup de feu par l'un des hommes qu'il a surpris dans la maison, située à la Praia da Baleia, dans la station balnéaire d'Itaipoca. — AFP

L'enquête sur l'affaire Ken Dryden se poursuit

GREGORY BONNELL

Toronto — Le fonctionnaire fédéral qui fait enquête sur la divulgation des renseignements fiscaux confidentiels de Ken Dryden a déjà balayé du revers de la main une décision de la Commission fédérale de la vie privée, qui avait statué que certains employés de l'Agence canadienne du revenu (ACR) avaient enfreint la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Larry Hillier, le commissaire adjoint de l'ACR pour la région de l'Ontario, a ouvert une «enquête immédiate» le mois dernier, après la publication d'un rapport affirmant que des employés de l'agence ont contrevenu à la Loi sur la protection des renseignements personnels, à la Loi de l'impôt sur le revenu et possiblement au Code criminel en laissant couler ces renseignements au sujet de M. Dryden.

Dans un message électronique interne expédié aux employés de l'ACR, M. Hillier les prévient de mesures disciplinaires possibles, y compris le renvoi.

En 2003, toutefois, M. Hillier avait vigoureusement défendu les employés qui avaient divulgué les renseignements fiscaux confidentiels d'une ancienne collègue, Lillian Shneidman, dans le cadre d'une enquête contre celle-ci. Le commissaire fédéral à la vie privée de l'époque, George Radwanski, avait alors statué que leurs gestes représentaient une «infraction grave» à la Loi sur la protection des renseignements personnels.

«J'estime que cette enquête spécifique justifiait l'accès aux renseignements fiscaux de Mme Shneidman, en raison de la gravité des allégations contre elle», avait-il écrit dans une lettre envoyée à la Direction des ressources humaines de l'ACR.

Les peines prévues pour les employés fédéraux reconnus coupables d'avoir divulgué des renseignements fiscaux confidentiels ou d'abus de confiance vont d'une amende de 5000 \$ à une peine de cinq ans de prison.

Mme Shneidman conteste toujours son congédiement, survenu en 2001. Elle affirme qu'au moins un des employés critiqués par M. Radwanski a depuis reçu une promotion.

Lors de l'incident Dryden, des employés torontois de l'ACR ont remis des renseignements fiscaux à son sujet à un ancien collègue, qui les a ensuite affichés dans Internet. L'enquête dans cette affaire se poursuit.

Presse canadienne

Un pilote de CF-18 néerlandais obtient la citoyenneté canadienne

DEAN BEEBY

Ottawa — Un pilote de chasse néerlandais venu au Canada dans le cadre d'un programme d'échange a obtenu, l'an dernier, sa citoyenneté canadienne grâce à l'intervention directe du gouvernement Harper.

Marco Raaijmaker était arrivé à Cold Lake, en Alberta, le 31 janvier 1999, en provenance de l'armée de l'air néerlandaise. Lors de l'expiration de son contrat trois ans plus tard, en 2002, M. Raaijmaker a demandé à rejoindre l'armée de l'air canadienne, qui souffre d'un manque chronique de pilotes expérimentés.

«J'avais adoré mes trois années comme pilote d'échange, a-t-il expliqué à la Presse canadienne. J'ai toujours aimé le Canada.»

L'armée canadienne n'accepte que rarement des recrues étrangères, et celles qui sont acceptées

doivent être des immigrants reçus ou en voie d'obtenir leur citoyenneté. Elles doivent aussi provenir d'un des sept pays fondateurs de l'OTAN, dont les Pays-Bas.

M. Raaijmaker répondait uniquement à ce dernier critère, mais sa vaste expérience de pilote de chasseur F-18 lui a valu une dérogation spéciale du chef d'état-major et il a pu se joindre à l'armée de l'air en 2002. Il a finalement obtenu le statut de résident permanent et a épousé une Québécoise, mais il aurait encore dû attendre plusieurs années avant de devenir citoyen canadien à part entière.

Par le truchement de l'armée, M. Raaijmaker a fait une demande spéciale pour que soit traitée en priorité et à grande vitesse sa demande de citoyenneté. Sa demande a finalement reçu l'approbation du cabinet Harper le 25 août 2006.

Presse canadienne

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal

514.845.5545

POUR VOUS
TIRER D'EMBARRAS

Michel DAVID

LE PETIT MONDE DE SAINT-ANSELME
(CHRONIQUE DES ANNÉES 90)

L'ENRACINEMENT
(CHRONIQUE DES ANNÉES 90)

LE TEMPS DES ÉPREUVES
(CHRONIQUE DES ANNÉES 90)

LES HÉRITIERS
(CHRONIQUE DE L'AN 2000)

Coffret de la tétralogie à 75 \$

ISBN 978-2-7601-6930-2

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LES ACTUALITÉS

GM prend la vedette au salon automobile de Detroit

Toyota poursuit sa progression sur le marché américain

AMANDINE AMBREGNI

Detroit — Le salon automobile de Detroit a débuté sur une petite victoire pour General Motors, avec en toile de fond la progression sans relâche du japonais Toyota aux États-Unis, alors que le secteur s'inquiète de la capacité des constructeurs américains de se redresser.

C'est dans ce contexte que General Motors, qui est en passe de perdre cette année son titre de numéro un mondial du secteur au profit de Toyota, a fait des débuts remarqués au salon: le groupe a empoché les titres de «voiture» et de «pick-up de l'année», décernés par un jury indépendant.

L'an passé, le japonais Honda avait raflé les deux récompenses, alors que le secteur se demandait sérieusement si les constructeurs américains n'étaient pas moribonds.

Samedi soir, GM avait ouvert le salon avec un gala festif réunissant modèles phares, prototypes et célébrités, dont le chanteur de rap Jay Z.

GM a aussi dévoilé hier une voiture hybride destinée à rattraper l'avance prise par les constructeurs japonais, qui ont sorti leurs premiers modèles hybrides aux États-Unis à la fin des années 1990.

Le salon met l'accent cette année sur les véhicules économes en carburant avec des modèles



Le président de General Motors, Gary Camaron, s'est adressé hier aux visiteurs du salon automobile de Detroit pour leur faire part des dernières innovations de ce constructeur.

compacts et crossovers, mais fait aussi la part belle aux 4x4, toujours aussi populaires aux États-Unis.

Les crossovers, dotés d'une

carrosserie de 4x4 et d'un moteur de berline, sont censés assurer la relève des 4x4 et autres «monospaces» car moins gourmands en carburant.

Le scepticisme règne

Les observateurs du secteur vont regarder de près les modèles des «Big Three» américains GM, Ford et Chrysler, pour évaluer

s'ils peuvent arrêter de perdre des parts de marché en 2007. Mais le scepticisme règne, l'agence Standard and Poor's, notamment, tablant sur un nouveau recul de leurs parts de marché.

«Vu le contexte actuel, cela s'annonce plutôt sombre», estime Dennis Virag, président du centre de recherche Automotive Consulting. Les constructeurs américains «sont sur la touche et la question est de savoir quand et comment ils vont se défendre».

Des trois «Big Three», GM pourrait se sortir la première de l'ornière, sa restructuration étant plus avancée que Ford, tandis que Chrysler cherche toujours à réduire ses coûts.

«L'an passé, la question essentielle était de savoir si GM allait se mettre en faillite, cette année, c'est Ford qui est sur la sellette», souligne David Cole, directeur du Centre de recherche sur l'automobile d'Ann Arbor dans le Michigan.

Les japonaises Toyota, Honda et Nissan, qui ont bâti leur succès américain sur des modèles plus compacts, au design différent et économes en carburant, sont aujourd'hui très concurrentielles sur le front des rentables 4x4, le pré carré des constructeurs américains.

En 2006, Toyota est passée devant Chrysler aux États-Unis, devenant numéro trois en matière de ventes et talonnant désormais Ford. En raison de son succès, Toyota compte bientôt ouvrir sa huitième usine aux États-Unis.

Les constructeurs japonais, qui produisent environ 70 % de leurs véhicules nord-américains aux États-Unis, ont tous vu leurs ventes progresser en 2006 dans ce pays, là où les «Big Three» ont reculé.

En 2007, les ventes de détail de voitures, 4x4 et véhicules de loisirs aux États-Unis devraient s'élever à 13,2 millions d'unités contre 13 millions en 2006, indique une étude du cabinet JD Power publiée hier. En incluant les flottes de véhicules, ce cabinet évalue les ventes à 16,5 millions d'unités contre 16,6 millions environ en 2006.

Selon une étude du cabinet Consumer Reports publiée samedi, un quart des Américains envisagent d'acheter un véhicule Toyota, car le constructeur japonais «fait largement la course en tête» en ce qui concerne l'image de marque.

Mais, nuance-t-il, «en dépit des récents coups durs, Ford et même Chevrolet restent des marques qui ont l'estime des consommateurs».

Agence France-Presse

Nouveau record de ventes pour Volkswagen

MICHAEL SHIELDS

Detroit — Volkswagen a annoncé hier une hausse de 9,3 % de ses ventes mondiales en 2006 à 5,73 millions de véhicules, un chiffre sans précédent qu'il explique par la croissance de l'ensemble de ses marques partout dans le monde.

La marque Volkswagen a augmenté ses livraisons de 10,0 % à 3,39 millions d'unités, ce qui constitue là aussi un record, en dépit du ralentissement de ses principaux marchés, précise le groupe allemand.

En Europe occidentale, où il est numéro un, la croissance de ses ventes, toutes marques confondues, a été de 5,8 % seulement, à 3,11 millions de véhicules; en Allemagne, son pays d'origine, elle a toutefois atteint 7,3 % à 1,11 million d'unités.

Le quatrième constructeur automobile mondial a précisé avoir préservé sa position de numéro un sur le marché chinois grâce à un bond en avant de 24,3 % de ses ventes, à 711 000 véhicules. En Amérique du Sud et en Afrique du Sud, rattachées à la même direction, la croissance des ventes ressort à 14,9 %, à 683 000 unités. Elle a atteint 15,1 % sur le seul marché brésilien.

Aux États-Unis, de nouveaux modèles ont permis au groupe d'augmenter ses livraisons de 5,9 % à 330 000 véhicules.

Nouveau patron

Ces chiffres sont publiés alors que Volkswagen vient de changer de patron, le conseil de surveillance ayant nommé à la présidence du directoire Martin Winterkorn, qui dirigeait auparavant Audi. L'avenir du directeur général de la marque VW, Wolfgang Bernhard, reste quant à lui incertain.

VW a pourtant renforcé sa position de première marque d'Europe de l'Ouest en augmentant ses ventes de 5,6 % l'an passé à 1,52 million de voitures.

Audi, la marque haut de gamme du groupe, affiche quant à elle son 13^e record annuel consécutif avec

905 000 voitures livrées, soit une hausse de 9,2 %. Ses ventes ont progressé de 5,5 % en Europe de l'Ouest, de près de 32 % en Europe de l'Est, et de près de 39 % en Chine. Aux États-Unis, sa croissance a été de 8,5 % à 90 000 véhicules.

«La hausse est liée aux nouvelles versions de la Passat et de la Jetta, mais je ne sais pas si elle est vraiment durable», a commenté Erich Merkle, responsable des prévisions du cabinet d'études spécialisé américain IRN à propos des ventes de la marque VW.

Il s'est montré plus optimiste pour Audi, qui investit massivement pour entrer sur de nouveaux segments de marché avec des modèles comme la Q7, un 4x4 haut de gamme. Audi devrait profiter de l'élargissement de sa gamme et de l'amélioration du design de ses modèles, a-t-il estimé.

Stagnation en Europe

La marque britannique de luxe Bentley a vendu 9200 voitures en 2006 (+7,1 %) et l'italienne Lamborghini, 2087 (+30,4 %). Enfin, Bugatti a vendu 47 voitures au cours de sa première année d'activité au sein du groupe Volkswagen.

Sur le marché des utilitaires, la marque Volkswagen a augmenté ses ventes de 10 % à 442 000 véhicules. Pour 2007, Volkswagen table sur des conditions de marché difficiles en dépit du dynamisme des marchés émergents comme la Chine, la Russie et l'Inde.

«On peut s'attendre à une stagnation, ou simplement à une légère croissance, à la fois pour l'Allemagne et pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Il semble aussi que la guerre des remises aux États-Unis soit vouée à se poursuivre», a déclaré Michael Kern, directeur des ventes et du marketing de VW.

Le groupe table parallèlement sur une forte croissance cette année en Chine et sur une poursuite du boom du marché russe, a-t-il ajouté. Le groupe n'a donné hier aucun prévision financière.

Reuters

Poutine fête le Noël orthodoxe



REUTERS

VLADIMIR POUTINE a célébré le Noël orthodoxe hier matin en allumant des bougies au monastère de la Nouvelle Jérusalem, près de Moscou, saluant dans un message du Kremlin cette fête qui «unit tout le monde autour des valeurs traditionnelles et renforce les principes moraux ainsi que la concorde dans la société». Le président russe, bien que cadre des services secrets du KGB du temps de l'URSS officiellement athée, ne fait pas mystère de ses tendances religieuses et cultive ses liens avec le chef de l'Église orthodoxe russe. Il marque Noël tous les ans. L'Église orthodoxe russe, comme plusieurs autres églises orthodoxes, notamment en Ukraine et en Serbie, célèbre Noël le 7 janvier car sa liturgie continue de suivre le calendrier julien, alors que les autres pays ont adopté le calendrier grégorien.

L'uranium devrait poursuivre cette année sur sa lancée de 2006

CRAIG WONG

Vancouver — Après avoir pratiquement doublé l'an dernier, le prix de l'uranium devrait poursuivre sur cette lancée cette année en raison d'une demande nettement plus forte que l'offre, affirment certains analystes.

«C'est un produit qui est sous pression depuis quelques années en raison d'une offre trop importante, mais maintenant on assiste à un revirement de la situation», a expliqué

l'analyste Adam Schatzker, de RBC Marchés financiers. La production minière reste faible. Les inventaires qui étaient disponibles ont été épuisés et maintenant on se retrouve avec un déficit d'offre-demande.

M. Schatzker s'attend à un prix moyen d'environ 100 \$US par livre en 2007.

Même si les fonds spéculatifs et autres commencent à s'intéresser à l'uranium, il affirme que la principale raison de l'explosion de la valeur de l'uranium demeure

une offre insuffisante pour répondre à une demande croissante. De nouvelles centrales nucléaires sont en construction en Chine et ailleurs, à un moment où peu de nouveaux gisements sont en développement, ce qui mène à une demande supérieure d'environ 40 % à l'offre.

La prix de l'uranium est resté si bas pendant des années que personne n'était intéressé à chercher de nouveaux gisements ou à développer de nouvelles capacités de

production. Les gouvernements, en écoulant librement leurs inventaires sur le marché, ont aussi contribué à cette situation.

Ces réserves sont toutefois pratiquement épuisées et les réacteurs nucléaires continuent d'avoir besoin de carburant. Le prix moyen de l'uranium, qui était de 28,15 \$US en 2005, est passé à 48,10 \$US en 2006. À la fin de l'année, le prix au comptant était toutefois de 72 \$US.

Presse canadienne

Résultats des tirages du: 2007-01-06	
649 19 20 33 43 45 47 38 compl. GAGNANTS: 1 6/6: 1 4 163 248,00 \$ 5/6+: 4 74 343,70 \$ 5/6: 99 2 481,40 \$ 4/6: 5 90 78,90 \$ 3/6: 114 678 10,00 \$ 2/6: 74 539 5,00 \$ Ventes totales: 14 236 618 \$ Prochain gros lot (approx.): 4 000 000 \$	49 05 15 25 35 37 45 22 compl. GAGNANTS: 0 6/6: 0 1 000 000,00 \$ 5/6+: 8 6 250,00 \$ 5/6: 262 500,00 \$ 4/6: 1 038 50,00 \$ 3/6: 17 008 5,00 \$ Ventes totales: 494 041,00 \$ Extra 3663656* 500 000 \$ *décomposable dans les deux sens
Résultats des tirages du: 2007-01-05	
02 09 10 16 19 25 31 35 compl. Extra 1802601* 500 000 \$ *décomposable dans les deux sens 25 000 \$ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL ! En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.	77 7/7: 1 2 810 495,00 \$ 6/7+: 1 192 499,60 \$ 6/7: 110 1 750,00 \$ 5/7: 6 953 94,10 \$ 4/7: 143 150 10,00 \$ 3/7+: 127 307 10,00 \$ 3/7: 1 185 601 Participation gratuite Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$ Ventes totales: 16 936 896 \$

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Le BRIC
sous le fanal (bis)

Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et les autres économies émergentes ont une fois de plus marqué le monde de leur empreinte en 2006. Ils continueront de le faire en 2007, 2008, 2009, 2010... et vraisemblablement pour des décennies à venir.

L'expression a été popularisée au début des années 2000 par les économistes de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs. Faisant un acronyme de la première lettre du nom des quatre pays autrefois réputés pauvres et maintenant en voie de devenir des puissances économiques, ils prédisaient que le produit intérieur brut du «BRIC» aurait dépassé en moins de 40 ans celui des six pays développés les plus riches de la planète. D'ici 2050, il n'y aura plus que les États-Unis et le Japon à appartenir encore au club des pays les plus riches aux côtés du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, disaient-ils.

Des gens ont tenté d'apporter des modifications plus ou moins heureuses à l'acronyme afin d'y inclure d'autres économies en croissance rapide telles que l'Afrique du Sud («BRICS»), le Mexique («BRIMC») ou l'Europe de l'Est et la Turquie («BRICET»). Des observateurs ont fait remarquer que bien d'autres économies émergentes comptaient de plus en plus. Des petits rigolos ont inventé un autre acronyme anglais: «CEMENT», pour «Countries in Emerging Markets Excluded by New Terminology», et ont noté que la brique (BRIC) n'était jamais aussi forte que lorsqu'elle faisait un mur grâce au mortier (CEMENT). Le message est cependant chaque fois le même: la domination économique du trio américano-nippon-européen s'étiole.

Même les citoyens les plus ordinaires ont appris à connaître les effets de la montée en force de ces nouveaux champions économiques de continents lointains. Ils profitent chaque jour des prix incroyablement bas de leurs exportations, mais savent aussi qu'ils sont la principale cause de l'explosion des prix de l'énergie et des matières premières. Ils ont tous vu, sinon subi personnellement, la délocalisation d'activités manufacturières et même de certains services vers la Chine ou l'Inde. Ils ne comprennent peut-être pas ces grands déséquilibres mondiaux qui alarment tellement les experts et qui tiennent notamment au fait que la croissance du géant américain dépend de sa capacité de s'endetter auprès de ces pays étrangers, qui lui vendent en échange leurs produits. Ils comprennent cependant que le centre de gravité de l'économie mondiale s'éloigne lentement de là où il avait toujours été.

Il ne faudrait quand même pas exagérer. Les États-Unis et l'Union européenne disposent encore chacun d'économies dix fois plus grosses que celles de la Chine ou de l'Inde, et ce, même à parité de pouvoir d'achat. Quant à l'avenir, il peut réserver bien des mauvaises surprises à nos économies émergentes. Il y a dix ans à peine, presque toutes les économies asiatiques, à l'exception de la Chine, étaient emportées par une crise financière. Il est loin d'être sûr que le régime chinois réussira encore longtemps à maintenir la cohésion sociale de sa population étant donné la montée des inégalités, ou encore que les assises financières et bancaires du pays sauraient résister à une poussée de fièvre protectionniste dans les pays développés. L'Inde rencontrera certainement aussi de nombreux écueils dans les réformes économiques et politiques qu'elle a entreprises. La Russie de Vladimir Poutine jouerait sans doute beaucoup moins au matamore s'il fallait que le prix mondial du gaz naturel pique du nez. Et cela fait bien 50 ans que l'on promet pour demain un avenir économique radieux au Brésil.

D'un autre côté, leurs milliards d'ouvriers, de techniciens qualifiés, d'ingénieurs et de scientifiques ne s'envolent pas. Tout comme ne disparaîtront pas l'ordinateur, Internet et les moyens de transport qui leur ont permis de se connecter de plus en plus étroitement à l'économie mondiale. Une montée du protectionnisme ne contribuera qu'à perturber un peu ces échanges et à marginaliser ceux qui y auront recours. La Chine et la mondialisation n'ont pas été inventées par l'Organisation mondiale du commerce.

Un intermédiaire de 200 ans

L'ascension économique de contrées que certains croyaient condamnées à la misère noire n'est quand même pas une mauvaise nouvelle, même pour ceux qui n'auraient à cœur que l'intérêt économique des pays riches. On ne prospère jamais autant que lorsque l'on fait des affaires avec des partenaires prospères. Bien des gens s'étaient aussi inquiétés, à une autre époque, de la rapide expansion économique du Japon, ou encore de la Corée du Sud.

Cela signifie aussi que les gouvernements devront trouver le moyen, dans les prochaines années, d'infléchir le cours des changements économiques afin d'en réduire les impacts négatifs pour les populations, l'environnement ou la diversité culturelle. Ils l'ont déjà fait à la suite de la révolution industrielle. Ils l'ont fait dans les pays développés de nouveau durant le boom économique de l'après-guerre. Ils seront forcés de le faire encore une fois s'ils ne veulent que leurs citoyens ratent le bateau de la mondialisation.

Pour le reste, les États-Unis, les Européens et les autres pays développés devront sans doute se faire à l'idée, non pas de leur éventuel appauvrissement, mais de la perte graduelle de leur position dominante dans l'économie mondiale.

Peut-être n'assistons-nous qu'à un simple retour à la normale? Un article de la revue britannique *The Economist* rappelait, cet automne, que ce n'est qu'à partir du début du XIX^e siècle et de la révolution industrielle que les économies européennes et américaine se sont imposées au reste du monde. Avant cela, elles constituaient tout au plus 20 % du PIB mondial. Jusque-là, les deux plus grandes économies mondiales avaient toujours été l'Inde et la Chine.



JORGE SILVA REUTERS

Depuis l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir, les statistiques officielles et les comptes publics sont dans le brouillard, tandis que les indicateurs de corruption explosent. «Le Venezuela se trouvait parmi les pays les plus corrompus d'Amérique latine, au même titre que le Paraguay, le Nicaragua ou le Panama, rappelle Mercedes de Freitas, directrice de l'organisation non gouvernementale Transparencia Venezuela. Désormais, le baromètre de la corruption de Transparency International le situe au sommet du classement régional, juste après Haïti.»

Au Venezuela, viva la corrupción!

Budgets opaques, valises de pétrodollars, clientélisme... les méthodes du président Chavez favorisent l'économie parallèle, qui prospère grâce à l'envolée des prix du brut

PAULO A. PARANAGUA

Caracas — Avant l'heure du «check-out», les hôtes se pressent à la réception de l'Hôtel Caracas Hilton, quartier général des sympathisants du président Hugo Chavez. L'employé, Sergio, compte des liasses de billets tellement grosses qu'elles tiennent à peine dans une main. Des invités viennent de payer leur note en comptant.

Au Venezuela, beaucoup d'argent circule ainsi, en liquide. De nombreux bénéficiaires des programmes sociaux créés par le président Chavez reçoivent leurs subsides en argent frais. Depuis que le prix du baril de brut s'est envolé, le chef de l'État lui-même n'a-t-il pas pris l'habitude de voyager à l'étranger avec ses valises de pétrodollars?

A Caracas, l'économie informelle ne désigne plus seulement les occupations précaires qui permettent à la moitié de la population active d'échapper au chômage. Depuis quatre ans, M. Chavez a multiplié les budgets parallèles qui «siphonnent» une bonne partie des revenus de l'entreprise publique Petroleos de Venezuela (PDVSA) et des réserves de la Banque centrale.

Ainsi, «le Fonden Fonds de développement national est un objet financier non identifié, un OFNI, une grosse tirelire dont l'usage dépend exclusivement du président de la République et du ministre des finances», note un diplomate en poste à Caracas. Alors que le budget de l'État s'élève à 60 milliards, le Fonden et autres fonds similaires disposent de 22 milliards, confirme le ministre des finances, Nelson Merentes.

«Le Fonden n'a pas de règles connues ni l'obligation de publier ses entrées et ses dépenses», souligne l'économiste Fernando Vivancos. Cela éveille les soupçons de corruption. Cet avis est partagé par des partisans de M. Chavez. «Un organisme comme le Fonden stimule la corruption», convient Eleazar Diaz Rangel, directeur du quotidien *Ultimas Noticias*, dont les éditoriaux soutiennent le président de la République.

Depuis l'arrivée de M. Chavez au pouvoir, les statistiques officielles et les comptes publics sont dans le brouillard, tandis que les indicateurs de corruption explosent. «Le Venezuela se trouvait parmi les pays les plus corrompus d'Amérique latine, au même titre que le Paraguay, le Nicaragua ou le Panama, rappelle Mercedes de Freitas, directrice de l'organisation non gouvernementale Transparencia Venezuela. Désormais, le baromètre de la corruption de Transparency International le situe au sommet du classement régional, juste après Haïti.»

«La corruption atteint des niveaux sans précédent», renchérit l'ancien parlementaire Felipe Mujica, dirigeant du Mouvement pour le socialisme (MAS, social-démocrate), qui appuya la première élection de M. Chavez, en 1998. «L'affairisme généralisé et l'enrichissement des fonctionnaires a suscité une nouvelle

élite chaviste, ajoute-t-il. La corruption découle de la façon de gouverner de Chavez. L'exécution du budget et l'administration ne sont plus contrôlées. Il dispose de manière discrétionnaire des ressources de PDVSA, dont il a fait sa caisse noire. Les réserves de la Banque centrale ont été arbitrairement plafonnées à 30 milliards de dollars, l'excédent de 7 à 10 milliards de dollars étant mis à la disposition du président de la République.»

La dépense publique bat des records. «Les lois du marché sont déterminées par la présidence de la République, ironise Argenis Martinez, vice-président du quotidien *El Nacional*, fleuron de la presse vénézuélienne. Ici, toutes les fortunes ont leur source dans la rente pétrolière. Les nouveaux riches sont en train de racheter les somptueuses résidences du Country Club. Les importations de voitures BMW et d'autres produits de luxe s'envolent.»

Cela ne date pas d'aujourd'hui. «La corruption était un mal endémique avant Chavez, reconnaît le social-démocrate Teodoro Petkoff, ancien guérillero et ex-ministre, directeur du quotidien d'opposition *Tal Cual*. Le Venezuela est un pétro-État, à l'image du Nigeria ou de l'Arabie saoudite. Mais Chavez a doublé le nombre de ministères, qui se superposent souvent, et multiplié les organismes publics, hors de tout contrôle. Le budget des programmes sociaux est opaque et leur usage est clientéliste.»

La corruption touche tous les échelons de l'État et tous les secteurs de la société. Obtenir un passeport ou une carte d'identité en 24 heures, au lieu de patienter, coûte 600 000 bolívares (240 euros). Les commissions et les dessous-de-table, que les Vénézuéliens appellent pudiquement «sobrepeso» (surcôt), sont montés à 30 %. Un pourcentage confirmé par des hommes d'affaires, que le président de l'organisation patronale Fedecamaras, José Luis Betancourt, «ne peut pas nier». «L'absence d'indépendance de la justice et l'impunité constituent un terrain fertile pour l'augmentation de la corruption», précise-t-il.

«La corruption n'est pas un trait congénital des Vénézuéliens, plaide Mercedes de Freitas, à l'antenne de Transparencia International à Caracas. Le problème est la faiblesse des institutions. Nous coopérons en matière de prévention avec des municipalités de toutes tendances politiques, mais au-delà les portes sont fermées. A peine 15 % des contrats publics sont officiellement enregistrés. Parmi eux, 95 % se font sans appel d'offres, sous prétexte d'urgence. Les possibilités de collusion sont démultipliées.»

La dérive touche de plein fouet le géant pétrolier PDVSA. Pour la première fois depuis la nationalisation du pétrole en 1976, l'entreprise publique ne publie

plus ses résultats ni ses bulletins mensuels, trimestriels et annuels. Le ministre de l'énergie, Rafael Ramirez, un «chaviste» exalté, cumule désormais le titre de p.d.g. de PDVSA, qui a perdu ainsi toute autonomie.

Selon la Banque centrale, les transferts d'argent que PDVSA a déclaré lui avoir versés en 2004 et 2005 ne correspondent pas aux sommes qu'elle a effectivement perçues. La différence se monte à plusieurs milliards de dollars. A Caracas, on désigne cela d'un autre terme pudique: «évaporation».

En outre, PDVSA recourt souvent, pour l'export, à des intermédiaires, qui touchent des commissions fabuleuses. L'absence de précisions sur la destination des exportations permet de tricher sur le coût du transport. Ancien directeur de planification de PDVSA, Luis Pacheco appelle tout cela «une fête avec la lumière éteinte et la musique à plein volume».

Le contrôle des changes est une source de manipulations financières. «Avec un dollar officiel à 2150 bolívares, alors qu'il s'échange au marché noir à 3400, il est impossible d'éviter la corruption», assure Pedro Palma, ancien président de la Chambre de commerce américano-vénézuélienne. La tentation est irrésistible, des fortunes voient le jour.

Du côté gouvernemental, les réponses varient. «La corruption continue d'exister», admet le ministre des finances Merentes, qui invoque néanmoins le contrôle parlementaire et la contraloría (audit de l'État).

«La corruption remonte à Christophe Colomb», répond le vice-président José Vicente Rangel, principal collaborateur de M. Chavez. «La corruption n'a jamais été aussi réduite qu'aujourd'hui», jure-t-il.

M. Rangel conteste les pourcentages avancés de 95 % de contrats sans appels d'offres ou de 30 % de «sobrepeso». Il y voit des «feux d'artifice des opposants», qui seraient eux-mêmes compromis dans des malversations. «Comment le candidat présidentiel de l'opposition, Manuel Rosales, gouverneur de l'État du Zulia, ancien instituteur, s'est-il enrichi?», demande-t-il. Pourquoi ne parle-t-on pas de la corruption du secteur privé? Il y a beaucoup d'hypocrisie dans les dénonciations irresponsables de la presse.

Le gouvernement Chavez a toujours eu des relations tendues avec les médias. Selon le code pénal, «porter atteinte à la réputation des fonctionnaires» est passible de trois ans de prison. En mars 2006, la journaliste Ibeysa Pacheco a été condamnée à neuf mois de détention pour diffamation à l'égard d'un colonel. En revanche, on attend toujours une condamnation pour corruption depuis que M. Chavez s'est fait élire sur la promesse de combattre ce fléau.

Le Monde



JORGE SILVA REUTERS

Depuis quatre ans, Chavez a multiplié les budgets parallèles qui «siphonnent» une bonne partie des revenus de l'entreprise publique Petroleos de Venezuela.

1^{re} à 4^e années
Cahiers 24,10 \$ chacunGUÉRIN, éditeur liée
514-842-3481

Michel DAVID

DES IDÉES
ET
DES MOTSFrançais
1^{er} et 2^e cycles du secondaireEn vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ÉDITORIAL

Un retard qui dure

À 8 % pour l'ensemble de 2006, le chômage vient de toucher un niveau historique qu'on aurait cependant tort de qualifier de niveau plancher. Car s'il faut remonter plus de 30 ans en arrière pour retrouver un taux aussi peu élevé pour le Québec, il n'en reste pas moins que six des neuf autres provinces du pays font encore mieux que nous, y compris la Nouvelle-Écosse.

Selon les dernières données publiées vendredi par Statistique Canada, il s'est créé 48 100 emplois l'année dernière au Québec. Le chiffre est plutôt modeste puisqu'il ne représente que 1,3 % de hausse par rapport à 2005, mais ce qu'il importe de constater, c'est que ces milliers d'emplois viennent consolider une situation en constante amélioration depuis 1994. Rappelons-nous que le Québec affichait encore un taux de chômage de 12,6 % il y a dix ans et que le discours à la mode

appelait à «partager l'emploi», dont on annonçait la fin prochaine.

Depuis ce temps, le Québec a créé 635 600 nouveaux emplois, soit une hausse de 20 %, alors que sa population en âge de travailler (15 ans et plus) n'augmentait que de 9 %. Conséquence évidente: une plus grande proportion de Québécois occupe aujourd'hui un emploi qu'il y a dix ans. Et pas que des MacJobs, comme une étude récente l'a démontré.

Grâce à une croissance soutenue et à l'augmentation rapide de la valeur de leur actif immobilier, les familles québécoises conservent toujours leur optimisme et continuent de consommer même si leurs revenus augmentent lentement. Ce phénomène explique en partie l'apparition de nouveaux emplois dans le secteur des services, que ce soit le commerce, la finance, voire l'éducation et la santé.

En revanche, le secteur manufacturier subit les contrecoups de l'appréciation du dollar et pâtit de la concurrence des pays émergents, comme la Chine, dont les prix très bas font la joie des consommateurs. Certains diront qu'il s'agit d'un mirage puisque ces importations font disparaître des milliers d'emplois. Ils ont raison, mais ils doivent aussi admettre que les bas prix favorisent le maintien d'une politique

de taux d'intérêt peu élevés qui, à son tour, stimule l'investissement et la consommation de biens et de services locaux créateurs d'emplois. Depuis dix ans, combien de Québécois sont devenus propriétaires d'un logement neuf et combien d'autres ont pu accélérer le remboursement de leur hypothèque ou consacrer cet argent à autre chose?

Cela dit, le Québec n'est pas la seule région du pays à présenter une bonne performance, tant s'en faut! D'ailleurs, les 48 100 emplois apparus l'an dernier ne comptent que pour 15 % du total des nouveaux emplois créés au pays. En comparaison, l'Ontario, qui a aussi connu les affres de la montée du dollar et la concurrence de la Chine, a vu le nombre d'emplois augmenter de 1,5 % (contre 1,3 % pour le Québec) et la Colombie-Britannique, de 3 %. Sans parler de l'Alberta, où l'activité pétrolière et immobilière a entraîné l'apparition de 86 700 nouveaux emplois (+4,8 %) pour une population dont le nombre n'atteint même pas la moitié de celui du Québec.

Sur une longue période, disons depuis 1986, la place du Québec dans l'ensemble canadien a rétréci au chapitre de l'emploi, passant de 24,4 % il y a 20 ans à 22,8 % aujourd'hui. Ce sont surtout les provinces de l'Ouest qui gagnent du terrain, alors que l'Ontario maintient sa place avec près de 40 % des emplois du pays. Le pétrole explique le boom albertain, mais pas l'avance observée ailleurs. L'immigration? Peut-être, mais c'est l'histoire de l'œuf et de la poule: est-ce l'immigration qui stimule l'économie ou celle-ci qui attire les immigrants?

Dans un document intitulé *Vers le plein-emploi* publié un an avant les dernières élections provinciales, la ministre des Finances de l'époque, Mme Pauline Marois, fixait à 7,5 % l'objectif de taux de chômage à atteindre pour le Québec à l'horizon 2005. À 8 %, nous sommes encore loin de la moyenne canadienne de 6,3 %.

Cela devrait nous inquiéter, car si nous ne sommes pas parvenus à rejoindre cette moyenne après 14 années de croissance économique ininterrompue et bien des efforts de la part des gouvernements qui se sont succédé à Québec, il y a certainement quelque chose qui cloche. Est-ce le fait que nous parlions français? Ou encore notre position géographique sur le continent? Notre politique fiscale peut-être, ou nos lois du travail et nos programmes sociaux? Et que dire du statut politique du Québec au sein du Canada? En somme, que faire pour stimuler cette activité économique créatrice d'emplois? Car malgré les 48 000 nouveaux postes créés l'an dernier, il reste encore 328 700 sans-emploi au Québec, soit 30 % des chômeurs du pays.

j-rsansfacon@ledevoir.com



Jean-Robert Sansfaçon

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE

L E T T R E S

Biocarburants: surtout bons pour l'Ouest

Il manque un élément à l'excellente lettre de Christian Phaneuf intitulée «Les biocarburants: de la foutaise!» publiée dans *Le Devoir* du 29 décembre. Les énormes subventions prévues par le gouvernement Harper dans son «plan vert» pour atteindre l'objectif d'incorporer 10 % d'éthanol à l'essence d'ici 2010 profiteront surtout aux Prairies canadiennes, où se trouvent les grands producteurs céréaliers et... la base électorale des conservateurs.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 29 décembre 2006

Deux éléphants blancs pour en remplacer un

Il n'y a pas à dire, le gouvernement du Québec apprend de ses erreurs. Alors que nous venons tout juste d'effectuer le dernier paiement sur le Stade olympique, nous nous rembarquons non pas dans un, mais deux éléphants blancs, les deux méga-hôpitaux universitaires, qui vont coûter au minimum la bagatelle de cinq milliards de dollars.

Cela représente plus de 700 \$ par Québécois, enfants compris. Pour une famille de deux enfants, c'est donc 2800 \$ jetés dans la poubelle, sans compter les intérêts. Les seuls frais d'étude ont coûté jusqu'à maintenant 80 millions.

Raisonnement: nous n'avons pas besoin de DEUX hôpitaux universitaires. Si on décidait d'en construire un seul, il n'aurait pas besoin de compter 1000 chambres, car pour faire de la recherche, 300 chambres sont amplement suffisantes. Avant de construire un hôpital universitaire de 300 chambres, il faudrait régler d'abord les problèmes criants du réseau de la santé qui perdurent depuis

des années: les délais d'attente dans les hôpitaux et la pénurie de médecins de famille.

Conclusion: on n'a pas besoin de ces hôpitaux. Qu'on règle d'abord les problèmes actuels dans le domaine de la santé et ensuite on verra. Qu'on arrête de jeter par les fenêtres l'argent durement gagné par les Québécois.

Christian Charron
Le 30 décembre 2006

Un pouvoir à notre mesure

Dans une démocratie, on a plus de pouvoir en s'adressant à la population pour qu'elle joue elle-même ce rôle décisif qui obligera les politiciens de droite à gouverner — non seulement en paroles mais aussi en actes — en sa faveur. Même si nous n'utilisons pas les méthodes du pouvoir traditionnel, notre action politique, orientée vers le public, peut nous rapprocher de son exercice véritable.

Croire que le gauche est impuissante ou «immobiliste» est démenti par ses plus glorieuses victoires: l'assurance maladie, les garderies et, plus près de nous, l'équité salariale, ce bilan n'étant pas exhaustif. Il serait naïf de penser que l'on peut indéfiniment gouverner à droite sans qu'une opinion publique ne finisse par refléter cette volonté populaire que nous-mêmes nous tentons d'influencer dans le sens du progrès social, économique et politique.

Québec solidaire a déjà sa place en mettant à l'ordre du jour des enjeux de société dont les partis néolibéraux sont à des milliers de kilomètres. Inévitablement, nous forcerons la donne pour ramener ces partis à la prise en compte de l'intérêt général ou du bien commun. C'est déjà commencé. Ne parlent-ils pas eux-mêmes d'augmenter le salaire minimum? Ou de doter le Québec d'une constitution? Ou encore de mieux protéger les travailleurs contre les fermetures d'usine? Nous n'avons pas à en faire des «promesses».

Nous serons jugés sur la manière dont nous proposons, dans notre programme, des solutions aux problèmes de la population. Solutions nullement fondées sur la démagogie de l'ADQ, les timides valse-hésitations du PQ ou le parti pris capitaliste des libéraux. Mais sur de réalistes considérations à mettre en œuvre le plus tôt possible pour venir à bout de la sclérose politique dans laquelle s'enlise le pouvoir à Québec.

Guy Roy
Lévis, le 1^{er} janvier 2007

Accommodements: une mise au point s'impose

Beaucoup de choses sont très confuses en ce qui concerne les accommodements raisonnables. Cette confusion est générée par l'illogisme qui sous-tend les récentes décisions prises pour accommoder... qui?

Pourquoi le fait de prononcer le mot Noël est-il potentiellement choquant alors que de faire ajourner une session municipale pour le sabbat ne l'est pas? Pourquoi faut-il cacher des femmes en tenue de sport dans un centre sportif mais accepter le foulard islamique et le kirpan dans des écoles laïques? Pourquoi est-il inacceptable de décorer un lieu public avec un sapin de Noël, alors que réserver un local universitaire pour la prière musulmane ne l'est pas? Comment se fait-il que nous ne soyons pas tous égaux dans une clinique médicale ou devant des policiers?

Nous avons des lois démocratiques, un système politique laïque, et l'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur fondamentale de notre société. Je crois qu'à partir de ces prémisses une mise au point s'impose, et que c'est au gouvernement d'établir des balises claires avant que les errances et les abus ne stimulent une intolérance nocive.

Lucie Chagnon
Montréal, le 18 décembre

LIBRE OPINION

Diplomatie culturelle: reculer ou rebondir?

FULVIO CACCIA

Écrivain et conseiller de la rédaction
d'Eurocanada.info

Il est paradoxal qu'un pays ayant défendu bec et ongles sa diversité culturelle à l'égard de son puissant voisin, qui ensuite est allé en défendre le principe à l'Unesco, décide d'y renoncer brusquement sur la scène où sa présence compte le plus: la scène internationale.

La décision prise par le nouveau gouvernement conservateur de M. Harper d'abolir les budgets d'opération des services culturels à l'étranger, en réduisant de 12 millions le fonds pour la diplomatie ouverte qui les finance, est périlleuse. Non seulement, elle compromet les bases d'une culture commune que les dernières déclarations sur la nation québécoise du premier ministre accentuent, mais elle met en péril la diplomatie culturelle et, par-delà, l'existence même des centres culturels de Berlin, de Londres et de Paris qui l'incarnent. Cet arbitraire met également en sursis l'avenir du réseau international des études canadiennes, qui regroupe plusieurs centaines d'universités de par le monde et dont on célèbre cette année les 25 ans d'existence. Les bourses des chercheurs ainsi que les budgets des programmes interuniversitaires et d'échanges sont suspendus à la décision du gouvernement, qui devra statuer sous peu sur leur reconduction statutaire ou leur renouvellement annuel. Si cette dernière option était retenue, le développement de ces programmes en serait durablement atteint. Pourquoi ces économies de bouts de chandelle alors même que l'État canadien enregistre des surplus records de plusieurs milliards chaque mois? Ce désengagement qui affecte surtout le Vieux Continent est-il bénéfique pour les intérêts politiques et

économiques du Canada avec son second partenaire économique? Il est permis d'en douter.

La culture n'est pas une rose à la boutonnière que l'on retire ou remet au gré de l'humeur du locataire du 24, Sussex Drive, mais bien le ciment qui lie toutes les composantes de la société en lui conférant une identité, une unité, aussi bigarrée et problématique soit-elle. Même les opposants les plus farouches au régime fédéral canadien ne s'y sont pas trompés en s'inquiétant publiquement de cette manière désinvolte de traiter la diplomatie culturelle.

Or, il y a toujours eu continuité historique au Canada entre relations internationales, d'une part, et politique culturelle, d'autre part. Leur développement est intimement lié, comme deux doigts de la même main. Dès 1952, le gouvernement du premier ministre Saint-Laurent assignait à M. Massey, président de la Commission royale sur le développement des arts, des lettres et des sciences, ce double objectif: conforter la personnalité internationale du Canada et «encourager les institutions qui expriment le sentiment de collectivité, qui créent la bonne entente et qui apportent de la variété et de l'abondance à la vie canadienne». Cette dernière mission était, de l'aveu même du premier ministre d'alors, «d'intérêt national».

L'enjeu consistait bel et bien à développer le socle d'une culture commune, sans être pour autant nationale. Cette voie inédite dans laquelle s'engageait, sans peut-être le savoir, le gouvernement d'alors est due en bonne partie à des raisons historiques (les descendants des Orangistes répugnaient à affirmer leur indépendance) et constitutionnelles (la culture est de juridiction provinciale). Dix ans plus tard, une autre commission royale — dédiée au bilinguisme et au biculturalisme — devait confirmer l'engagement de l'État canadien dans cette voie singulière. En sont

directement issus la Loi sur les langues officielles et le développement de la politique du multiculturalisme, dont l'idée-force s'appuie sur la reconnaissance. Une nouvelle forme d'appartenance «nationale» voyait ainsi le jour.

Sur le plan international, les très rares centres culturels canadiens à l'étranger se sont donc trouvés naturellement aux avant-postes pour défendre les singularités de cette culture en devenir, d'où leur formidable capacité de résonance qui les mettait en lien direct avec les éléments les plus créateurs de la société civile canadienne. On le sait, le nationalisme québécois a fortement influé sur les autorités fédérales à cet égard. Cela n'invalide pas pour autant la pertinence de cette culture commune dont les prémisses sont antérieures à la cristallisation nationaliste — considérée jusqu'ici comme fondement de la modernité — et remontent aux lois très anciennes de l'hospitalité. C'est cette valeur mémoriale qui lie la culture et l'étranger aux sens propre et figuré. Que le Canada l'ait reconnue non seulement à travers sa diversité culturelle sur le plan intérieur, mais aussi au moyen de son action diplomatique ces récentes années, est tout à son honneur. Il lui reste maintenant à lui donner les vrais moyens de son action.

Dans l'économie dite du savoir au sein de laquelle nous entrons, la culture n'est pas la cinquième roue du carrosse. Elle en est l'axe central, le pivot. Les pays qui négligent de la prendre en compte ne feront plus entendre leur voix dans le concert des nations. Pourquoi? Parce que, dans un monde dominé par l'économie, les cultures et les identités nationales sont en concurrence frontale. C'est plus que jamais à la capacité d'innover, d'être original, singulier, élo-

quent, en phase avec les questions posées à tous et à chacun par la mondialisation que l'on jugera la force de la culture d'une nation.

Que le chef de la diplomatie veuille rendre la diffusion de la culture canadienne à l'étranger plus efficace, plus «rentable», cela peut se comprendre. Mais si tel était le cas, il faudrait alors doter la culture vivante de la même puissance de feu que la culture dite de divertissement, dont le taux de rotation, beaucoup plus rapide, doit sans cesse être renouvelé. Et qui donc contribue à alimenter, parfois à son corps défendant, le grand cyclotron de la culture de masse? Je vous le donne en mille: la culture vivante.

Comprenons-nous bien. Il ne s'agit pas de conforter un lien d'assistanat à l'égard de la culture vivante, mais de lui permettre d'avoir les mêmes chances qu'un produit culturel de masse pour s'imposer à l'international. Or, cette culture en devenir souffre généralement d'une sous-capitalisation endémique. On lui demande d'être plus performante avec moins de moyens, de courir le marathon sur un seul pied. C'est absurde.

La mondialisation oblige à renouveler la réflexion sur la culture, qui est, comme le démontrent les sondages d'opinion, le meilleur vecteur — et de loin — de l'image de ce pays à l'étranger. Le ministre McKay serait bien inspiré s'il se servait de ce moment pour relancer le débat et actualiser certaines propositions restées en plan du rapport MacEachen de 1994, comme la collaboration avec des structures privées ou associatives pour affiner une stratégie de diffusion de la culture canadienne. Il n'y a pas culture commune — ni de souveraineté nationale — qui tienne si elle s'appuie seulement sur la culture de consommation de masse, à moins que l'on veuille délibérément renoncer à la sienne. C'est tout l'enjeu de la culture aujourd'hui.

IDÉES

L'énergie éolienne au Québec:
bilan 2006 et perspectives

GILLES LEFRANÇOIS
Président d'Innergex et porte-parole
de la Coalition pour la promotion
de l'énergie éolienne

L'année qui vient de se terminer aura été une année charnière dans le développement de l'énergie éolienne au Québec, tant à cause de l'importance des réalisations que des discussions et des décisions qui ont été prises et qui vont orienter cette filière pour de nombreuses années à venir.

L'année 2007 sera aussi très importante, considérant que les soumissions pour le deuxième appel d'offres d'Hydro-Québec Distribution doivent être déposées le 15 mai. Contrairement au premier appel d'offres, les parcs pourront être installés partout au Québec et, par conséquent, beaucoup de citoyens de toutes les régions auront un premier contact direct avec les éoliennes.

Il s'agit d'investissements privés très considérables, soit plus de 1,6 milliard de dollars pour le premier appel d'offres et au moins 3,2 milliards de dollars pour le second appel d'offres, le tout sans aucune subvention spéciale.

Un premier parc a été réalisé

D'autres parcs existaient déjà, mais le parc éolien de Baie-des-Sables est le premier à être réalisé à la suite du premier appel d'offres d'Hydro-Québec Distribution. Le parc de 109,5 MW (mégawatts), réalisé par Cartier Énergie éolienne, compte 73 éoliennes de 1,5 MW, dont 61 sont situées à Baie-des-Sables et 12 à Métis-sur-Mer. La mise en service commerciale a eu lieu le 22 novembre 2006, soit huit jours avant la date prévue au contrat de vente d'électricité.

Le parc est situé entièrement sur des terres privées; il n'aurait donc pas pu voir le jour sans l'accord de tous les propriétaires concernés. Il a aussi fait l'objet d'une entente avec les deux municipalités relativement aux contributions volontaires faites par l'entreprise et aux autres conditions pour la réalisation du parc. Il fallait aussi se conformer aux règlements de la MRC de Matane, obtenir l'approbation de la CPTAQ (Commission de protection du territoire agricole), un rapport favorable du BAPE (Bureau d'audiences publiques en environnement) et un décret du gouvernement. (Voir la liste de tous les parcs éoliens au Québec dans l'encadré ci-contre.)

Les usines de fabrication de pièces et d'assemblage d'éoliennes

Le programme de développement éolien mis en place par le gouvernement du Québec a une caractéristique unique en Amérique du Nord. Il exige des producteurs choisis en vertu de l'ap-

pel d'offres un contenu régional minimal, c'est-à-dire qu'un certain pourcentage des coûts de construction doit être dépensé dans la région (région administrative de la Gaspésie et des Îles et MRC de Matane). Pour les projets dont la date de mise en service commerciale est prévue pour 2006, le taux est de 40 %; pour ceux prévus pour 2007, le taux est de 50 %; pour ceux qui suivront, le taux est de 60 %.

C'est ainsi que LM Glassfiber du Danemark a construit à Gaspé une usine de fabrication de pales où travaillent 210 personnes. Marmen de Trois-Rivières a construit à Matane une usine de fabrication de tours et une usine d'assemblage de nacelles qui emploient au total 150 personnes. Composite VCI a construit à Matane une usine de fabrication de capots de nacelle où travaillent 70 personnes. Au total, ceci représente 430 emplois directs, sans parler des emplois indirects et des emplois induits.

Les autres emplois

Lors de la construction du parc de Baie-des-Sables, il y a eu en moyenne pendant une période de neuf mois 175 personnes sur le chantier de construction, avec une pointe à 300 employés. Cela ne tient pas compte des emplois chez les fournisseurs de matériaux et de services. Une fois le parc en exploitation, environ 10 emplois permanents seront maintenus. Pendant la construction, 83 % des employés étaient de la région.

Le deuxième appel d'offres d'Hydro-Québec Distribution

Les parcs pourront être situés partout en province, mais une partie des retombées économiques en matière de fabrication des turbines devra être en Gaspésie. Les soumissions doivent être déposées le 15 mai 2007. Pour être considéré, tout projet doit avoir des tours de mesure des vents en fonction sur le site depuis au moins les huit mois précédents.

En plus d'évaluer les vents, les promoteurs doivent maintenant mesurer l'acceptabilité sociale et environnementale de chaque projet. C'est pourquoi il y a tant d'assemblées publiques ou privées d'information, tant de projets de règlements de zonage. Le grand nombre de projets donne parfois l'impression qu'il y a une confusion, mais chaque citoyen peut se rassurer: il n'y aura pas de parc éolien dans sa municipalité si les citoyens n'en veulent pas.

Comparaison avec l'Ontario

Certaines personnes prétendent que les producteurs d'énergie éolienne au Québec paient proportionnellement moins de taxes et de redevances que les producteurs ontariens. Ces personnes oublient souvent qu'il y a une taxe sur les services publics au Québec, et leurs comparaisons sont faussées parce que les prix de vente en Ontario sont beaucoup plus élevés qu'au Québec et que les éoliennes utilisées à titre



L'année 2007 sera très importante dans le domaine de l'énergie éolienne. Les parcs éoliens pourront être installés partout au Québec et, par conséquent, beaucoup de citoyens de toutes les régions auront un premier contact direct avec les éoliennes.

d'exemple (parc de Wolfe Island) produisent 2,3 MW, comparativement à 1,5 MW pour celles de la Gaspésie.

En réalité, si l'on utilise la même base de comparaison, soit le revenu brut, et si l'on tient compte de toutes les taxes foncières, des contributions volontaires aux municipalités et des redevances aux propriétaires, les montants versés par les producteurs en Gaspésie représentent 3,6 % des revenus bruts, comparativement à 3,2 % en Ontario.

Hydro-Québec: le maître d'œuvre

Même s'il y a plusieurs producteurs qui s'affairent à trouver des sites, développer des projets, construire et exploiter des parcs éoliens, Hydro-Québec demeure paisiblement le maître d'œuvre qui établit les règles et bénéficie des efforts incroyables de tous ces investisseurs. Lors du premier appel d'offres, sans investir un sou, Hydro-Québec a bénéficié des milliers d'heures et des millions de dollars investis par les promoteurs pour découvrir les meilleurs sites, négocier les meilleures ententes, trouver le meilleur financement. Huit promoteurs différents lui ont présenté 32 sites possibles totalisant 4000 MW. Hydro-Québec Distribution a pu choisir le meilleur 990 MW, ce qui a donné le prix extrêmement intéressant de 6,5 ¢ le kilowatt/heure. De plus, elle sait exactement ce que l'énergie va coûter pendant 20 ans.

Hydro-Québec reste le seul acheteur de l'énergie éolienne au Québec et elle a le monopole sur son transport et sa distribution, permettant donc à ses clients de bénéficier du prix le plus bas qu'elle obtient par la concurrence entre plusieurs promoteurs. Respectant les orientations données par le gouvernement, elle établit: les quantités à produire et la date selon ses propres besoins, les régions où produire, les contraintes des lignes de transport, la proportion et la défi-

TABEAU DES PROJETS EXISTANTS OU PROPOSÉS

Producteur d'énergie	Endroit	Nombre de MW	Année de mise en service
Énergie vendue à Hydro-Québec Distribution (appel d'offres de 1000 MW)			
Cartier Énergie éolienne (a)	Baie-des-Sables et Métis-sur-Mer	109,5	2006
Cartier Énergie éolienne (a)	Anse-à-Valleau (Gaspé)	100,5	2007
Northland Power	St-Ulric et St-Léandre	150,0	2007
Cartier Énergie éolienne (a)	Carleton	109,5	2008
Cartier Énergie éolienne (a)	Les Méchins	150,0	2009
Northland Power	Mont-Louis	100,5	2010
Cartier Énergie éolienne (a)	Montagne-Sèche	58,5	2011
Cartier Énergie éolienne (a)	Gros-Morne - Phase I	111,0	2011
Cartier Énergie éolienne (a)	Gros-Morne - Phase II	100,5	2012
Total		990,0	
Énergie vendue à Hydro-Québec Production (sans appel d'offres - (b))			
KW Gaspé SEC (Axor)	Cap-Chat et Matane (Le Nordais)	100,0	1998
Énergie éolienne	Murdochville	54,0	2004
du Mont-Copper (3Ci)			
Énergie éolienne	Murdochville	54,0	2005
du Mont-Miller (3Ci)			
Skypower	Rivière-du-Loup	201,0	2007
KW Gaspé SEC (Axor)	Matane	80,0	2007
3Ci	Murdochville	54,0	2008
Total		543,0	

(a) Cartier Énergie éolienne appartient à Innergex II et à Transcanada Inc.
(b) Il semble qu'il n'y aura plus de projet accepté sans appel d'offres.
Ce tableau ne tient pas compte de deux projets expérimentaux de 2,25 MW chacun, à Rivière-au-Renard et à Matane.

nition du contenu régional ou provincial.

Les risques du producteur d'énergie éolienne

S'il est choisi, le développeur sera alors soumis aux risques suivants: refus du projet par le BAPE ou demandes de changements importants; difficultés d'implanter le parc comme prévu et coûts additionnels; retard dans la mise en service commerciale (et les pénalités qui en découlent) dû aux délais d'approbation ou aux problèmes de construction; coûts de construction plus élevés que prévu; coûts d'exploitation plus élevés que budgétisés; et le pire, production d'énergie inférieure aux prévisions soit à cause d'équipement défectueux ou par manque de vent.

Cela explique d'ailleurs les déclarations du président directeur-général d'Hydro-Québec en commission parlementaire à Québec

le 20 septembre dernier, alors qu'il affirmait notamment:

«... le choix qui a été fait à ce moment-là, c'était qu'Hydro-Québec procède par appel d'offres... Avec le nombre de propositions reçues, avec la qualité, les prix qui étaient franchement concurrentiels... on a été capable d'aller chercher le meilleur que cette filière-là peut nous donner... Aller chercher ces prix-là et donner cet avantage directement à tous les clients du Québec, c'est une approche tout à fait souhaitable.»

«... vous regardez les rendements qu'ils acceptent, [...] ce sont des rendements qui sont des rendements bas [...], des rendements qui sont inférieurs à ce qu'on jugerait prudent de faire à Hydro-Québec.»

Le Québec a besoin d'énergie pour se développer et sur son territoire, l'énergie éolienne est assez abondante. C'est une énergie renouvelable qui ne produit aucun gaz à effet de serre. C'est une énergie qui s'intègre très bien à l'éner-

gie produite par les centrales hydroélectriques ayant de grands réservoirs. Avec les progrès technologiques qui ont permis de réduire les coûts de production de l'énergie éolienne pendant que les coûts des prochaines grandes centrales hydroélectriques sont de plus en plus élevés, le prix de l'énergie éolienne est devenu concurrentiel et le développement de la filière éolienne est devenu inévitable.

Avec les nombreux règlements mis en place par les autorités locales, régionales et provinciales, avec les conditions très strictes imposées par le maître d'œuvre Hydro-Québec, avec la concurrence entre plusieurs promoteurs, les consommateurs québécois bénéficieront d'une énergie produite au meilleur coût possible dans des conditions qui respectent l'environnement. De plus, aucun parc ne pourra être construit s'il n'obtient pas l'approbation de la collectivité locale.

L'IEDM et le débat sur le salaire minimum

SYLVAIN SAUVÉ
M. Sc. économiques
Québec

En décembre dernier, Nathalie Elgrably de l'Institut économique de Montréal (IEDM) publiait une «note économique» sur le salaire minimum et la flexibilité du marché du travail. L'auteure tire deux conclusions de ses «recherches»: 1- une augmentation du salaire minimum accroît le taux de chômage, 2- la réglementation du marché du travail par des mesures législatives ou par la syndicalisation accroît le taux de chômage. De telles conclusions venant de l'IEDM n'étonneront personne, puisque nous sommes habitués à toujours retrouver dans leurs textes les mêmes conclusions et à toujours y lire la même rhétorique univoque et sans nuance. Voilà une raison de les analyser de plus près.

La publication de cette note arrive au moment où l'OCDE publie une étude importante sur le même sujet. Réalisée par deux économistes de l'organisation (Bassanini et Duval), l'étude couvre deux décennies (1982-2003), touche 21 pays membres de l'OCDE, et elle a pour objectif d'établir les facteurs qui influencent l'évolution du taux de chômage et

du taux d'emploi. Parmi les facteurs étudiés, on retrouve, entre autres, l'effet du salaire minimum, du taux de syndicalisation et de la réglementation du marché du travail par des mesures législatives de protection de l'emploi. La démarche de l'OCDE s'appuie sur quatre éléments qui confèrent à l'exercice une rigueur scientifique que n'a pas la note de l'IEDM: l'analyse de 54 études sur ce même sujet exprimant des points de vue diversifiés; l'utilisation de données réelles sur une longue période; l'analyse de ces données par un modèle économétrique; et finalement, une interprétation impartiale et nuancée des résultats.

Les conclusions de l'étude de l'OCDE contredisent plusieurs des affirmations de l'IEDM. En effet, cette étude révèle que le salaire minimum n'aurait pas d'effet significatif direct sur le taux de chômage, tout comme le taux de syndicalisation et la réglementation du marché du travail par des mesures de protection de l'emploi. Les facteurs qui contribueraient à augmenter le taux de chômage sont le niveau des prestations d'assurance chômage, le poids des charges fiscales et sociales, et la réglementation du marché des produits (par exemple dans les secteurs tels que les transports, les télécommunications, etc.)

L'étude de l'OCDE ne s'arrête pas là. On y trouve d'autres conclusions qui déplaieraient fortement à l'IEDM car elles réhabilitent certaines formes d'intervention de l'État et jettent un éclairage favorable sur certaines politiques qui ne sont pas sans rappeler le modèle québécois tant honni par l'IEDM. On y apprend que les dépenses publiques dans les programmes de formation professionnelle («active labour market policies») sont un moyen efficace pour réduire le chômage, elles pourraient même compenser les effets pervers des fortes indemnités de chômage. On note que la présence d'un mécanisme de coordination/concertation centralisé sur les négociations salariales conduit à des taux de chômage plus faibles. Ce dernier élément est contraire au mantra de l'IEDM selon lequel le libre marché est préférable à la négociation institutionnelle. Sur le plan des politiques familiales et de leur effet sur l'emploi, l'étude de l'OCDE affirme que les programmes de subventions aux services de garde sont préférables à l'aide directe aux parents. En octobre 2006, dans une autre «note économique», l'IEDM proposait de remplacer l'aide aux services de garde par l'aide directe aux parents.

Certains diront que tout cela n'est encore une

fois qu'une bataille de chiffres, que toutes les études se valent et que la connaissance se développe justement par cette diversité de résultats et de points de vue. Non, justement, toutes les études ne se valent pas. Celles de l'IEDM possèdent, pour la plupart, des carences fondamentales qui les discréditent: elles ne s'abreuvent qu'à des sources limitées, choisies en fonction d'ornières idéologiques et pêchant souvent par «auto-citation»; leurs appuis théoriques sont simplistes ou parfois même inexistantes; elles ne s'encombrent pas de données permettant de vérifier si leurs hypothèses sont confirmées ou réfutées par les faits, elles se limitent plutôt à émettre des opinions «auto-portantes» répétées à satiété dans des «notes économiques» que jamais aucune revue scientifique n'oserait publier. Avec l'IEDM, nous sommes généralement en présence de travaux qui relèvent de la pseudo-science et de la propagande. La vraie science économique se développe dans les universités et dans certaines institutions gouvernementales. Elle se débat dans les revues scientifiques spécialisées. L'IEDM y est absente car l'IEDM est à l'économie ce que l'astrologue est à l'astronomie: un charlatan.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communisme Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rieux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communisme). La documentation : Gilles Paré (directeur); Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

«Nos soldats ont fait un excellent travail [en Irak]. Mais à moins qu'une solution politique et diplomatique ne vienne appuyer leurs efforts, ils ont les mains liées derrière le dos», a-t-elle expliqué, en précisant que les 132 000 soldats américains déjà stationnés en Irak continueraient à bénéficier de fonds. «Nous n'allons pas les abandonner. Mais si le président veut augmenter cette mission, il va falloir qu'il le justifie», a précisé Mme Pelosi, alors que le nombre de soldats américains tués en Irak a dépassé, selon le Pentagone, la barre des 3000.

«C'est quelque chose de nouveau pour [le président Bush] parce que, jusqu'à présent, la majorité républicaine au Congrès lui a donné un chèque en blanc, sans contrôle, sans barrières, sans conditions, et nous sommes arrivés dans cette situation d'une guerre sans fin, rejetée par le peuple», a poursuivi Mme Pelosi. Le président du groupe démocrate à la Chambre des représentants, Steny Hoyer, a aussi insisté sur le fait que des milliers de soldats ont déjà été envoyés en renfort à Bagdad en juin, et que des investissements financiers ont déjà été fournis, sans succès.

Le sénateur démocrate Joe Biden, président de la Commission des affaires étrangères, a estimé pour sa part qu'il était trop tard pour envoyer des renforts. «Cela avait un sens d'envoyer 60 000, 70 000 ou 100 000 soldats supplémentaires avant qu'il y ait une guerre civile. Maintenant, il y a une guerre civile», a-t-il déclaré. Selon lui, l'arrivée de 20 000 soldats supplémentaires à Bagdad n'aura aucun impact dans cette ville de six millions d'habitants plongée dans la violence.

La dernière chance

Malgré les critiques acerbes, M. Bush doit annoncer au cours de la semaine, probablement mercredi, un nouveau plan pour l'Irak, considéré comme étant celui de la dernière chance pour redresser la situation. En plus d'augmenter le nombre de soldats, le président compterait annoncer le versement d'un milliard de dollars pour financer un plan de création d'emplois en Irak. Il veut ainsi tenter de redresser la situation dans un pays au bord de la guerre civile et redorer le blason de sa présidence.

George W. Bush a déjà nommé John Negroponte numéro deux du département d'Etat et annoncé son

remplacement à la tête des services de renseignements américains par Michael McConnell. Le Pentagone a également annoncé qu'il proposait le remplacement du responsable du commandement central, responsable de l'Irak et de l'Afghanistan, le général John Abizaid, par l'amiral William Fallon. Le général David Petraeus devrait succéder au chef des forces américaines en Irak, le général George Casey. Le président exigerait en outre du premier ministre irakien Nouri al-Maliki davantage d'efforts pour lutter contre les milices.

Par ailleurs, à la suite de l'avalanche de remontrances de la part des démocrates, plusieurs voix se sont fait entendre pour soutenir le projet des républicains d'augmenter le nombre de soldats sur le terrain. Le conseiller irakien pour la sécurité nationale, Mowaffak al-Rubaie, a déclaré sur les ondes de CNN qu'il était «très heureux» de ce plan, qui a fait l'objet de consultations approfondies au cours des dernières semaines entre l'administration américaine et le gouvernement irakien.

Le sénateur républicain John McCain a lui aussi répété hier son franc soutien à l'envoi de renforts, dans une tribune publiée dans le *Washington Post*. Il juge toutefois que ces renforts devraient être «importants» et «durables». Le président du groupe républicain au Sénat, Mitch McConnell, a pour sa part tempéré les menaces des élus démocrates, expliquant que le Congrès n'avait pas le pouvoir «de définir dans les détails la manière dont l'exécutif utilise les ressources allouées à l'armée».

Encore trois ans... au minimum

Le nouveau commandant des opérations des forces américaines en Irak, le général Raymond Odierno, a par ailleurs estimé hier que deux à trois années seraient nécessaires pour atteindre les objectifs que se sont fixés les États-Unis en Irak. Mais il a ajouté que le rôle des États-Unis pourrait évoluer d'ici un an si le gouvernement irakien gagnait en indépendance. «La mission aujourd'hui est de mettre en échec [...] l'insurrection et de former les forces de sécurité irakiennes. Avec le temps, nous pourrions mener à bien cette mission. Cette durée, je l'évalue à deux ou trois ans», a déclaré M. Odierno à la presse.

Responsable du commandement des opérations depuis décembre, le nouveau dirigeant de l'armée américaine en Irak a exhorté la population améri-

ne à être patiente et il a estimé que les troupes irakiennes pourraient prendre le contrôle de Bagdad d'ici quelques mois. «La question est de savoir si nous sommes prêts à attendre deux ou trois ans ou si nous voulons accélérer la cadence?», a-t-il précisé.

Le général américain a aussi dit que le gouvernement irakien se trouvait encore pour l'instant dans une phase d'adaptation. «C'est un gouvernement très jeune. Je m'interroge encore sur le genre de gouvernement qu'il va devenir. J'ai du mal à déterminer s'il y a un dirigeant qui [...] est fort [...]. On verra avec le temps», a souligné M. Odierno.

Plus de 3000 GI's morts

Sur fond de bras de fer politique, l'armée américaine a annoncé hier la mort de quatre soldats, ce qui porte à 3003 le nombre de GI's morts en Irak depuis l'invasion du pays par les troupes américano-britanniques en mars 2003, selon un décompte basé sur les chiffres du Pentagone. Le dernier bilan du site Internet du Pentagone, établi le vendredi 5 janvier, faisait état de 2999 morts. De plus, selon l'ONU, plus de 100 civils sont tués chaque jour depuis juillet 2006.

Toujours sur le théâtre des opérations militaires, l'armée irakienne a fait savoir que trois brigades seraient rapatriées à Bagdad en vue du lancement d'une vaste opération de sécurité que les autorités jugent essentielle pour éviter une guerre civile. Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a annoncé samedi qu'un plan avait été mis sur pied dans le but de neutraliser les groupes armés illégaux «quelles que soient leurs affiliations confessionnelles ou politiques». Il laissait ainsi entendre qu'il a la volonté de s'attaquer aux milices chiites, ce que lui demandent instamment Washington et les sunnites.

Ce plan prévoit que les forces irakiennes prennent le contrôle de Bagdad même, et que les soldats de la coalition menée par les États-Unis assurent la sécurité dans la périphérie de la capitale irakienne, a indiqué Sami al-Askari, conseiller de Maliki. Ces troupes auront pour vocation de rester à long terme dans la capitale irakienne afin de ne pas répéter les erreurs des opérations passées, a indiqué le général Raymond Odierno.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse, le New York Times et Reuters



L'explorateur Jean-Michel Cousteau

REQUINS

SUITE DE LA PAGE 1

chaque année. J'ai même vu récemment un requin pélerin [un poisson qui peut mesurer 12 mètres] qui avait subi ce sort. C'est inadmissible.»

Même si certains pays ont banni cette pratique, l'organisme environnemental WildAid estime que le commerce mondial des ailerons a augmenté de 3011 tonnes en 1980 à 11 732 tonnes en 2000. Il serait cependant beaucoup plus important encore car de nombreuses transactions se font dans la sphère économique informelle.

La consommation d'ailerons de requin a notamment grimpé dans les années 1980 et 1990 à Taiwan, Singapour, en Thaïlande et au Japon, mais s'y serait aujourd'hui stabilisée. Désormais, elle augmente particulièrement en Chine. «La classe moyenne chinoise compte environ 250 millions de personnes aspirant à manger des ailerons de requin», affirme M. Cousteau. Nous pouvons donc être sûrs que l'on va vers la disparition d'une série d'espèces de requins.»

En effet, quelque 80 % des individus de certaines espèces de requins ont été exterminés, en grande partie à cause de cette pêche. Pour certains cheptels de requins marteaux, de requins blancs et de requins tigres, l'extinction pourrait intervenir d'ici une décennie, selon des statistiques du Programme des Nations unies pour l'environnement. Dans le golfe du Mexique, par exemple, 99 % de la population de requins longimanes, une espèce dotée d'ailerons imposants et très recherchés, a été éliminée.

Et en plus des mesures de protection déficientes, Jean-Michel Cousteau explique que le rythme de reproduction très lent des requins joue contre eux. La maturité sexuelle est atteinte tardivement. Chez les requins blancs, la femelle ne peut pas se reproduire avant l'âge de 12 ans. Et le nombre de rejetons est très faible. Il varie d'un seul à quelques dizaines, selon les espèces. Même la gestation est longue, soit de sept mois à deux ans.

Caricatures de monstres

La réputation de bêtes qui tuent sans discernement a aussi valu aux requins d'être pêchés intensivement et sans scrupules. Le cas du requin blanc est particulièrement éloquent. Dans le sud de l'Australie, la population a même chuté de 94 % entre 1980 et 1990, avant de faire l'objet de mesures de protection plus ou moins efficaces. Présents aussi le long des côtes africaines, ils représentent d'ailleurs un trophée de pêche sportive des plus prisés. A titre d'exemple, une mâchoire peut se vendre jusqu'à 75 000 \$ sur Internet.

Mis en scène, voire caricaturés par Steven Spielberg dans la série de films *Les Dents de la mer*, les grands requins blancs inspirent la frayeur et le dégoût. Pourtant, explique Jean-Michel Cousteau, ils sont loin de la bête sanguinaire décrite par le cinéma hollywoodien. «J'ai même eu l'occasion de nager sans cage avec des requins blancs en Afrique du Sud, non pas pour le risque que cela représentait, mais plutôt pour démontrer que ce ne sont pas les animaux agressifs qu'on a voulu dépeindre, notamment au cinéma», souligne-t-il. Selon lui, des films comme *Les Dents de la mer* et *Océan noir* ne constituent qu'un «abus de la méconnaissance du public pour satisfaire des intérêts purement économiques».

«Enormément d'espèces de requins sont complètement inoffensives. En fait, il existe à peine cinq espèces avec lesquelles il faut faire plus attention», rappelle celui qui a observé des dizaines de ces prédateurs, et ce, depuis plus de 40 ans. Même les plus gros poissons vivant sur le globe, les requins baleines et les requins pélerins, se nourrissent exclusivement de plancton, qu'ils filtrent dans l'eau à la manière de certains cétacés.

«Et il n'y a pas plus d'une dizaine d'attaques fatales par année à travers le monde», précise-t-il. Ces cas, essentiellement des baigneurs happés par des requins, sont toutefois spectaculaires et amplement couverts dans les médias. Dans ce contexte, difficile de susciter la sympathie de la population. Au grand désarroi de Jean-Michel Cousteau, qui ajoute qu'«on ne parle pas des milliers de personnes qui meurent [chaque année] d'une piqûre de guêpe ou d'une morsure de serpent». D'ailleurs, selon l'International Shark Attack File de l'Université de Floride, 150 personnes sont tuées sur des plages chaque année par la chute de noix de coco, soit 15 fois plus que le nombre de victimes de requins.

M. Cousteau, qui continue de lutter pour la protection de la vie marine au sein du groupe qu'il a fondé en 1999, Ocean Futures Society, demeure toutefois optimiste. «Heureusement, il y a de plus en plus d'informations, comme des documentaires, qui servent à sensibiliser le public à l'importance et la beauté de ces animaux, qu'il faut absolument voir évoluer dans leur milieu naturel. Plus l'éducation fait son chemin, mieux nous serons outillés pour les protéger. Sinon, tôt ou tard, le sort réservé aux requins finira par affecter la qualité de vie des êtres humains», prédit-il.

Afin de contribuer à démystifier ces créatures méconnues, M. Cousteau s'est associé récemment au réalisateur Jean-Jacques Mantello pour produire le documentaire *Requins 3D*, un film qui se veut un outil sensibilisateur au sort réservé à ces poissons issus de l'époque du crétacé, il y a 100 millions d'années. Le documentaire, diffusé en association avec le Programme des Nations unies pour l'environnement, sera d'ailleurs présenté dès vendredi prochain sur écran IMAX au Centre des sciences de Montréal.

Le Devoir

MACKEY

SUITE DE LA PAGE 1

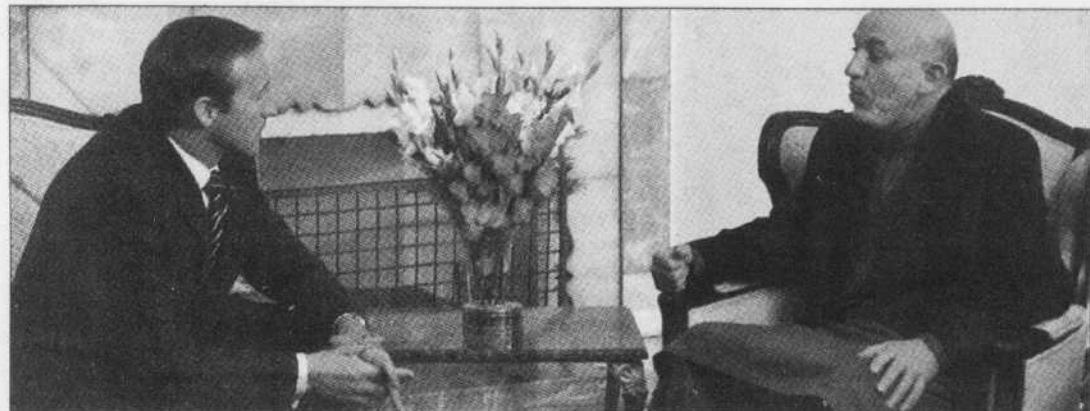
sont aussi constatés à Kandahar, même s'il admet que la situation y demeure instable.

Peter MacKay passe deux jours en Afghanistan, où il rencontrera des militaires, des diplomates et des travailleurs humanitaires du Canada. Pendant son passage à Kaboul, M. MacKay s'est entretenu avec le président afghan Hamid Karzaï de nombreux sujets, dont la sécurité le long de la frontière avec le Pakistan et la formation des forces de l'ordre afghanes.

«Nous avons discuté de la nécessité de poursuivre ce travail, a dit le ministre MacKay. Nous collaborons avec tous nos alliés de l'OTAN pour relever l'importance d'aider le peuple afghan à rebâtir ce pays.»

M. MacKay a aussi révélé qu'il fera plusieurs annonces aujourd'hui concernant l'équipe provinciale de reconstruction.

Plus tôt pendant la journée, lors d'une téléconférence avec les journalistes, M. MacKay avait répondu à un article publié dans l'influent magazine *Foreign Affairs* — qui est publié par le Council on Foreign Relations, un organisme auquel appartiennent pratiquement tous les anciens présidents et secrétaires d'Etat, de la Défense et du Trésor américains — qui affirmait que l'Afghanistan est en train d'imploser en raison de l'insurrection talibane et du vigoureux trafic de l'opium.



OMAR SOBHANO REUTERS

Peter MacKay en conversation avec Hamid Karzaï, hier, à Kaboul.

Si M. MacKay dit respecter l'opinion des auteurs, il affirme aussi qu'aucune «base factuelle n'existe pour affirmer que [l'Afghanistan] est en train de plonger dans le chaos». Il a entre autres souligné les efforts du gouvernement afghan pour mettre sur pied une force policière fonctionnelle; la construction de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux et de nouvelles routes; et les programmes de formation professionnelle et de microcrédit qui contribuent au développement de l'économie afghane.

Le périple du ministre MacKay se poursuivra au Pakistan, en Suède et au Danemark. Au Pakistan, no-

tamment, M. MacKay aurait l'intention d'utiliser un «discours musclé» pour inciter le président Pervez Musharraf à lutter plus efficacement contre l'infiltration de combattants talibans en Afghanistan, en plus d'offrir l'aide du Canada pour surveiller la frontière entre les deux pays.

Il a notamment estimé que certaines des technologies utilisées pour surveiller la frontière entre le Canada et les États-Unis pourraient se révéler utiles.

Presse canadienne

PELT

SUITE DE LA PAGE 1

commencé au début du XXI^e siècle. Depuis lors, les catastrophes se sont succédé à une cadence infernale.»

Dans ce petit récit de fiction, l'ONU s'autoproclame «gouvernement planétaire» en 2054 et lève un impôt mondial de solidarité écologique. Des limitations des naissances sont imposées, un moteur non polluant est inventé vu l'épuisement des ressources pétrolières. «Confronté à une nature déchainée», écrit-il encore, l'homme-démiurge se sentait désormais tout petit. Il avait enfin compris qu'il ne survivrait qu'au prix de très lourds sacrifices. Mais peut-être était-il bien tard?»

Une organisation mondiale de l'environnement

Déjà, aujourd'hui, Jean-Marie Pelt considère, comme plusieurs, qu'un certain réchauffement climatique est irréversible. Ce que nous devons faire désormais, c'est en limiter les effets.

«Il faut décider que ce n'est pas trop tard, sinon on ne fait plus rien», dit-il. Mais il ajoute: «Il faut réagir très puissamment et très vite.» Pour que l'action entreprise soit le moins efficace, il faut bien sûr qu'elle soit le fait de la communauté internationale. A cet égard, Jean-Marie Pelt se réjouit d'initiatives comme la rencontre de Paris, qui réunira au début de février des représentants du monde entier pour discuter d'environnement.

A plus long terme, il espère la création d'une organisation mondiale de l'environnement (contrepartie de l'Organisation mondiale du commerce) qui gèrerait des «casques verts» chargés de la protection de l'environnement. A l'heure actuelle, les mesures envisagées pour contrer le réchauffement touchent essentiellement le monde industriel; il faut également conscientiser et mettre à l'œuvre les citoyens.

Et Pelt s'apprete à publier un livre intitulé *C'est vert et ça marche* qui recensera des actions axées sur la défense de l'environnement ayant fait leurs preuves et qui sont faciles à appliquer. Car l'homme devra, assurément, changer ses comportements.

Mais présentement, ce sont les principes capitalistes poussant des entreprises à s'accaparer le vivant que le biologiste dénonce d'abord. Avec, à la suite, les scientifiques qui se mettent à leur solde. En tête de liste de ses batailles, on trouve par exemple les organismes génétiquement modifiés, ces OGM qui permettent à de grosses compagnies comme Monsanto de «s'arroger le pouvoir énorme de contrôler l'agriculture mondiale».

En effet, la plupart des graines modifiées génétiquement ne se renouvellent pas d'elles-mêmes et suscitent donc une grande dépendance des agriculteurs envers les compagnies productrices. Pelt, qui a étudié l'impact de la chimie sur l'environnement, soutient aussi que les dommages associés à l'épandage de pesticides depuis quelque 60 ans pourraient former le prochain scandale de santé publique. Par tout, autour de nous, l'homme est un apprenti sorcier qui ne connaît pas l'impact de ses recettes...

«Nous mangeons le capital de la Terre. Nous vivons à crédit sur ses ressources. Les arbres tombent, les forêts régressent, la désertification progresse», constate-t-il. Et si rien n'est fait pour arrêter cette œuvre destructrice de l'homme, «après le réchauffement viendra l'aridité, avec une biodiversité menacée, des océans sans poissons... une terre sans pétrole et sans gaz».

Un discours positif

Dans son évaluation futuriste de l'avenir de la planète, Pelt n'exclut cependant pas la chute de ce capitalisme, comparable à la chute du communisme survenue au cours des dernières années. Le défi du capitalisme, croit-il, est de réduire l'écart croissant qui sépare les très riches des très pauvres.

«La nature s'y est prise avec beaucoup d'intelligence pour que la concurrence n'aboutisse pas à un désastre définitif où tout le monde s'entretue», a-t-il constaté jusqu'ici. Le biologiste en lui s'émervaille d'ailleurs d'observer comment un arbre prête ses feuilles aux fourmis qui y construisent leur nid et bénéficie en échange de leur action contre les moustiques.

Au fond de l'océan, il se réjouit de voir des poissons «nettoyeurs» débarrasser, pour se nourrir,

d'autres poissons de déchets qui auraient pu générer des infections. Il sait aussi que les arbres jouissant de beaucoup de lumière dans la forêt savent nourrir les plus chétifs qui en reçoivent moins.

Alors qu'il a lui-même élaboré des scénarios très pessimistes sur l'avenir de la planète, Jean-Marie Pelt tente d'ailleurs de revenir aujourd'hui à un discours plus positif, centré sur l'action. «Après avoir beaucoup dénoncé les dysfonctionnements de la planète, j'ai en ce moment, par rapport à la morosité ambiante, à mon sens largement amplifiée par les médias, une réaction inverse. J'ai décidé de me consacrer au beau, au bon, à ce qui fonctionne», disait-il tout récemment en entrevue, après la sortie de son dernier livre intitulé *Ces plantes que l'on mange*, publié aux Éditions du Chêne.

Science et religion

Se pourrait-il donc, devant la menace environnementale croissante, que les hommes se solidarisent pour surmonter leurs problèmes? Jean-Marie Pelt l'espère. Et ce chrétien très croyant ose rêver d'un contexte qui rapprocherait ainsi l'Orient et l'Occident, par exemple.

Le biologiste ne craint pas, en effet, de pratiquer parallèlement la science et la religion: «Je n'ai pas la moindre difficulté [à associer science et religion]. Pour moi, il y a une compatibilité.» Il explique que la science cherche à savoir «comment» se sont passées et se passent les choses, tandis que la religion tente de répondre au «pourquoi». «Ce sont deux champs différents qui ne sont pas opposés.»

Reste que le scientifique dénonce toute forme de fondamentalisme. Il s'en prend particulièrement à ceux qui défendent le créationnisme et le dessein intelligent ainsi qu'à ceux qui avanceraient que la Bible donne aussi le «comment» des choses. «Le rédacteur du livre de la Genèse, qui a décrit la création en sept jours, a vécu en Mésopotamie au VI^e siècle avant Jésus-Christ. Dans le contexte culturel de son époque, il ne pouvait pas savoir ce que l'on sait aujourd'hui.» En fait, la foi elle-même, dit-il, est un phénomène simple.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Leury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Leury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0838. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.